

CONSTRUIRE UN NUMÉRIQUE
D'INTÉRÊT GÉNÉRAL INCLUSIF
ÉTHIQUE ET DURABLE

6, 7 ET 8 OCTOBRE 2020

NEC

Vaucluse

NUMÉRIQUE EN COMMUN[S]

Les événements Numérique En Commun[s] - NEC réunissent de larges communautés pour construire les outils partagés de l'inclusion numérique, penser les évolutions des usages numériques, structurer une gouvernance et des systèmes vertueux au service des territoires et de celles et ceux qui y vivent.

Ils s'articulent autour d'une **dynamique nationale et locale** à travers des événements organisés partout en France tout au long de l'année et ce depuis 2018 par les divers acteurs qui luttent contre l'exclusion et pour la solidarité numérique, l'accès aux droits, l'insertion professionnelle et la diffusion d'une culture numérique ouverte, éthique et durable.

Depuis 2018, NEC national est porté par le **Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires**, la Société Coopérative d'Intérêt Collectif **la MedNum** et l'association d'intérêt général avec pour objectif l'éducation aux médias, **Fréquence Écoles**.

L'événement national, réinventé tout au long de l'année avec souplesse et optimisme, a eu lieu **en direct à Lyon le mardi 17 novembre 2020** (2459 personnes connectées au live) **et s'est ensuite déroulé pendant un mois entier sur une plateforme en ligne** développée spécifiquement, afin de permettre à chacun et à chacune de découvrir 80 dispositifs, outils et ressources parmi huit parcours thématiques.

www.numerique-en-communs.fr

 @NumeriqueEnCommuns

 @NumEnCommuns



Ce carnet est mis à la disposition du public sous Licence Ouverte / Open License



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



SOCIÉTÉ
NUMÉRIQUE



LA
MED
NUM



FRÉQUENCE
ÉCOLES

NEC

LES 8 PARCOURS DE NEC 2020

À retrouver sur www.numerique-en-communs.fr



1. Intégrer l'inclusion numérique dans sa politique territoriale



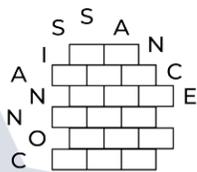
2. Comprendre et mettre en oeuvre le pass numérique sur son territoire



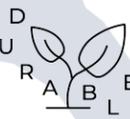
3. Développer l'inclusion numérique au travail



4. Développer de nouveaux lieux de médiation numérique sur son territoire



5. Inclure les usager-es dans la conception des services numériques



6. Penser l'impact écologique de son projet numérique



7. Mettre les données au service des projets et des acteurs de son territoire



8. Comprendre comment et pourquoi miser sur les communs numériques

NUMÉRIQUE EN COMMUN[S]

Vaucluse

Un événement



organisé par



Journées de l'innovation en Vaucluse - J'I.V !

Le Numérique Partout et Pour Tous

Châteauneuf-de-Gadagne, Cavillon et Valréas

6, 7 et 8 octobre 2020

numerique-en-communs.fr/nec-locaux/nec-vaucluse

#4 LES CARNETS NEC[S] 2020



Les événements NEC en 2020

- NEC Bordeaux Métropole : du 24 au 28 août 2020
- NEC Hauts-de-France : juin - septembre 2020
- NEC Occitanie : lundi 28 septembre 2020
- **NEC Vaucluse : du 6, 7 et 8 octobre 2020**
- NEC La Réunion 974 : 19 et 20 octobre 2020
- NEC Atlantique : du 22 au 23 octobre 2020
- **Numérique En Commun[s] 2020 - Lyon** : 17 novembre 2020
- NEC Allier : du 26 au 28 novembre 2020
- NEC Orléans : mardi 8 décembre 2020

En savoir plus : numerique-en-communs.fr/nec-locaux

SOMMAIRE

| | |
|-----------|---|
| 1 | LES 8 PARCOURS DE NEC 2020 |
| 6 | À PROPOS DE CE CARNET |
| 6 | Présentation |
| 7 | Le mot du Programme Société Numérique de l'ANCT |
| 8 | Le mot des organisateurs |
| 9 | NEC VAUCLUSE 2020 |
| 12 | Présentation |
| 13 | Revivre les J'I.V 2020 en vidéo |
| 16 | La parole aux actrices de terrain : Marie Micouin |
| 18 | Reportage : Illettrisme et illettronisme sont les deux faces d'une même lutte pour l'autonomie |
| 20 | La parole aux actrices de terrain : Émilie Barromes |
| 22 | Reportage : Au Festival d'Avignon, d'une médiation à l'autre |
| 24 | Éclairages : Pourquoi faut-il apprendre à vivre « avec » le numérique ? |
| 27 | RESSOURCES EXTERNES |
| 28 | Parole(s) d'expert.es : Jen Shradie |
| 38 | LEXIQUE |
| 44 | CRÉDITS |

À PROPOS DE CE CARNET

À l'image des formes et des multiples lignes qui s'entremêlent sur la couverture du document que vous tenez entre vos mains ou que vous lisez sur un écran, la médiation numérique, c'est-à-dire la « mise en capacité de comprendre et de maîtriser les technologies numériques, leurs enjeux et leurs usages »¹, est fondamentalement plurielle.

Récemment, à la faveur d'une crise sanitaire et sociale sans précédent, cette médiation, accompagnée de son inséparable double qu'est l'inclusion numérique, a bénéficié d'un éclairage nouveau à la fois sur ses impacts, mais également sur les archipels d'acteurs qui la composent, sur leurs liens, leurs rôles multiples et leurs impérieuses nécessités. Car acquérir une culture numérique² suffisante pour se mouvoir dans le monde d'aujourd'hui et de demain n'est pas une chose qui va de soi. L'« illectronisme », cet illettrisme du numérique que nous avons su nommer récemment³, ne se contente pas d'être un obstacle empêchant la participation à la vie démocratique ou l'accès aux droits sociaux. Aujourd'hui, à l'heure où nos manières de travailler, de nous informer, d'apprendre, de créer, de nous relier, de nous déplacer évoluent sous l'influence du numérique; quand tous les jours surgissent de nouvelles générations d'outils informatiques qui appellent autant d'apprentissages; l'illectronisme est la promesse d'une exclusion pure et simple.

Face à cela, et pour empêcher une extension du domaine de l'exclusion sociale du fait de la transformation numérique de nos territoires et de nos sphères professionnelles et personnelles, de nouvelles alliances émergent depuis une dizaine d'années en France. Ces dernières cherchent à articuler les mondes de l'action (et de l'innovation) sociale à ceux de l'éducation populaire, des arts et de la culture, des bibliothèques, des centres (médico) sociaux, des maisons France Service, des associations locales, etc.

Elles cherchent à nouer des relations entre les opérateurs de services publics et les univers propres aux ateliers de fabrication numérique (les FabLabs), aux PIMMS, aux tiers-lieux, aux EPN, aux CCAS, etc. Ces alliances voient également des collectivités territoriales et des services de l'État se lier à des acteurs de l'insertion professionnelle, des savoirs ouverts et des logiciels libres, à des entreprises (de l'ESS, mais pas seulement) qui ont toutes compris les risques que représentent les déficits de culture numérique et les bénéfices avérés d'une meilleure autonomie numérique⁴.

Ensemble, ces acteurs de France métropolitaine et d'outre-mer, engagés dans des dynamiques de solidarité et de communs numériques, témoignent d'un élan nouveau, d'un souffle inédit que cette série de carnets de terrains souhaite explorer et analyser pour comprendre comment et à quelles conditions peut se construire la société numérique durable et inclusive de demain.

Les Carnets NEC[S] 2020 ont donc pour mission de raconter l'ensemble des événements Numérique En Commun[s] labellisés par le programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires. Ils cherchent à esquisser « l'autre visage de la France numérique »⁵, celle qui s'intéresse moins à l'innovation technologique de rupture qu'au numérique synonyme de lien social, d'intérêt général et d'inclusion.

Au sein de ces carnets (faciles à imprimer et à assembler au format A4), vous trouverez des reportages sur les événements NEC[S], sur les approches, les outils, les territoires et les personnes qui construisent les leviers de l'encapacitation⁶ au numérique des treize millions de Français-es éloigné-es de ce dernier. Vous y retrouverez également des éclairages sur des concepts abordés lors des NEC[S], des clés pour explorer des pistes soulevées par les personnes qui font que ces événements dédiés au numérique inclusif

¹ Sur ce point, voir notamment la définition plus complète présente ici : mediation-numerique.fr/presentation-meditation-numerique.html.

² Selon Dominique Cardon (Cardon, D. [2019], *Culture Numérique*, Paris, Presses de SciencesPo), la culture numérique correspond à la somme des conséquences qu'exerce sur nos sociétés la généralisation des techniques de l'informatique, car derrière « le numérique » il y a l'informatique, mais surtout la culture qu'il faut se forger et dont il faut s'équiper pour pouvoir habiter le monde à l'époque du numérique. La culture numérique, chez le sociologue, identifie et circonscrit un certain savoir, voire l'assortiment des notions et des compétences pratiques que nous nous devons de maîtriser pour être à la hauteur du défi implicite posé par ce tournant historique que nous sommes en train de vivre.

³ Sur ce point, voir notamment : insee.fr/fr/statistiques/4241397 ainsi que l'édition 2019 du Baromètre du numérique : arcep.fr/cartes-et-donnees/nos-publications-chiffrees/numerique/le-barometre-du-numerique.html.

⁴ Sur ce point, voir notamment le rapport de France Stratégie (juillet 2018) « Les bénéfices d'une meilleure autonomie numérique » : strategie.gouv.fr/publications/benefices-dune-meilleure-autonomie-numerique.

⁵ Sur ce point, retrouvez la web-série « Hyperliens » produite par le Programme Société Numérique (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires) qui permet de découvrir des projets et des initiatives inspirantes autour de l'inclusion numérique et des tiers-lieux portés par des acteurs locaux en France métropolitaine : hyperliens.societenumerique.gouv.fr/.

existent et se développent.

Les rendez-vous NEC[S] sont autant d'occasions de rendre visibles les alliances nouvelles abordées précédemment et qui se nouent, depuis un certain temps désormais, entre des acteurs, des territoires et des dynamiques multiples. Ces relations cherchent à construire un numérique au service de la proximité territoriale et des solidarités locales, capable de créer ce que la philosophe des sciences Donna J. Haraway appelle de « nouvelles parentés, des lignées de connexions inventives ». Avec ces carnets, nous aimerions aussi exprimer comme l'écrit Haraway⁷ le besoin que nous avons aujourd'hui à « penser ensemble et d'une manière nouvelle, par-delà les différences qui relèvent de notre position historique et de nos domaines de savoir et d'expertise ».

Nous vous donnons donc rendez-vous au fil des pages des différents carnets NEC[S] pour vous présenter la diversité des approches en termes d'aménagement numérique des territoires. Nous aurons également le plaisir de vous présenter des événements, des acteurs et des lieux inspirants, mais nous vous donnons aussi rendez-vous en présentiel sur tous les événements labellisés NEC[S] où nous exposerons notre démarche, les carnets passés et ceux à venir.

À chaque fois, nous chercherons à témoigner de l'incroyable vitalité du numérique inclusif, éthique et ouvert en rendant hommage à celles et ceux qui le font vivre et le défendent depuis de nombreuses années.

À très bientôt donc !

François Huguet, coordinateur des carnets NEC[S]

Depuis trois ans, Numérique En Commun[s] rassemble ceux et celles qui œuvrent à inventer une société numérique plus ouverte, réflexive et inclusive. Au-delà des éditions nationales à Nantes, Marseille et Lyon (à distance), NEC[S] ce sont aussi des dizaines d'événements locaux, organisés tout au long de l'année par les acteurs de terrain et les collectivités territoriales. Au gré de ces nombreux jalons s'est constituée une véritable communauté. Celle-ci rassemble une grande diversité de profils agents publics, médiateurs numériques, développeurs, élus, chercheurs, entrepreneurs, travailleurs sociaux, designers...

Des professionnels issus de territoires de plus en plus divers également, de la commune rurale de montagne à la direction innovation d'une région ; avec une longue histoire de politiques publiques numériques ou cherchant de l'inspiration pour en écrire une...

Ces nouvelles coalitions sont essentielles pour penser l'action publique de demain. Les administrations publiques doivent s'ouvrir, croiser leurs pratiques avec d'autres mondes professionnels et comprendre les contraintes de leurs partenaires et usagers.

Cette diversité est une richesse qui nous permet d'aborder un spectre de problématiques de plus en plus large, mais qui n'auront de résolutions qu'articulées : inclusion numérique,

développement des tiers lieux, nouvelles formes de travail, sobriété numérique, transparence et participation citoyenne, communs numériques...

NEC[S] a ainsi pour ambition d'être bien plus que des événements. C'est un outil de travail et de mobilisation pour chacun·e d'entre vous : sensibiliser aux enjeux d'un numérique d'intérêt général, rassembler les acteurs concernés, créer une communauté de pratiques, mobiliser durablement des partenaires locaux, contribuer à l'outillage concret des acteurs, prendre date et, sans oublier, faire commun et partager à l'échelle nationale.

NEC[S] c'est comme son nom l'indique « faire ensemble, en commun », avec une exigence de mutualiser ce qui est fait dans chaque territoire. C'est pourquoi nous avons fait le choix de cette approche « recherche-action » pragmatique avec le concours de l'équipe aux manettes de ces carnets : donner à voir, inviter à comprendre, donner envie de répliquer.

En bref : partagez, copiez, « forkez » ces carnets !

Pierre-Louis Rolle, directeur des programmes « Société Numérique », « Nouveaux Lieux Nouveaux Liens » et de la Mission incubateur de services numériques à l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires.

⁶ L'empowerment (*empowerment* en anglais) désigne le processus par lequel un individu ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action, lui permettant d'accéder au pouvoir individuel et collectif. Cette notion articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d'apprentissage pour y accéder.

Sur ce point néanmoins, remarquons qu'il est peut-être nécessaire aujourd'hui de traduire « l'empowerment » par « habilitation » comme le propose la philosophe Isabelle Stengers afin de souligner qu'il n'est pas question d'une simple « acquisition » mais plutôt d'une métamorphose que Donna Haraway appelle de son côté « respons(h)abilité ».

⁷ Haraway, D.J. [2020], *Vivre avec le trouble*, Vaulx-en-Velin, Les Éditions des mondes à faire.



Le mot des organisateurs

Le Département de Vaucluse a décidé de relever les enjeux de l'aménagement numérique depuis plusieurs années. Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de Vaucluse, approuvé par l'Assemblée départementale en juillet 2011, puis actualisé en décembre 2017, décline les enjeux et les objectifs en matière de déploiements des infrastructures numériques, de couverture mobile et de développement des services numériques.

Pour lutter contre la fracture numérique, maintenir le niveau d'attractivité de nos territoires et contribuer aux besoins des générations actuelles et futures, le Département a fait le choix d'investir dans un programme ambitieux d'accès au Très Haut Débit (THD), basé sur le déploiement de la fibre optique. La volonté d'accélérer le déploiement, vise à faire du Vaucluse un Département « 100% connecté » à l'horizon 2022. Deux plans de déploiement sont ainsi réalisés par le délégataire de service public, Vaucluse Numérique, missionné sur ce projet par le Département, avec l'appui de financements publics (Europe, État, Région et intercommunalités). Le déploiement d'infrastructures numériques à Très Haut Débit représente un enjeu majeur pour notre territoire. Un enjeu en termes de compétitivité des entreprises, d'égalité et d'attractivité des territoires, de développement de nouveaux services et usages pour les citoyens. Il constitue également un fort potentiel de croissance durable.

En garantissant la qualité, la sécurité et la rapidité des échanges, le THD contribue en effet à la compétitivité des entreprises vauclusiennes. Travail collaboratif, virtualisation du poste de travail, plan de reprise d'activités, *cloud*... les applications de la fibre sont nombreuses. De plus en plus, les zones d'activités connectées deviennent un critère d'implantation des entreprises. En accélérant le déploiement du THD, le Conseil départemental de Vaucluse accompagne les entreprises dans leur digitalisation.

L'accès à la fibre optique est également un facteur de cohésion sociale. Il représente, pour les Vauclusiens un accès potentiel à de nouveaux services : diversification du numérique éducatif, développement de l'e-santé à domicile,

accompagnement de la population, généralisation du e-commerce, e-transport, e-social, accès des particuliers aux applications de l'informatique en nuage (*cloud computing*, etc.) et nouveaux usages liés notamment aux objets connectés.

Les journées de l'innovation en Vaucluse, labellisées NEC, organisées pendant trois jours en Vaucluse ont permis d'enrichir les connaissances en matière d'innovations numériques, tant au niveau des pratiques pour les usagers qu'en matière d'innovations matérielles qui voient le jour en Vaucluse.

Ces journées, malgré un contexte difficile compte-tenu de la crise sanitaire, ont été l'occasion de réunir 280 personnes autour des partenaires du Département et de l'ensemble des acteurs locaux concernés par les questions du numériques dans un contexte :

- de déploiement accéléré dans le Vaucluse de l'infrastructure THD ;
- de dématérialisation et d'accompagnement des publics les plus fragiles ;
- de mise en évidence des problématiques d'inclusion et de solidarité numériques qui se sont particulièrement faites sentir pendant les épisodes de confinement dictés par la crise sanitaire de la COVID 19 ;
- de nécessité de mettre en contact et en réseau de nombreux opérateurs concernés à titre divers et qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer et d'échanger sur le territoire ;
- de prise en compte des besoins numériques issus des nouveaux usages et services numériques pour la population, les collectivités territoriales, les entreprises, les associations, etc.

Mieux comprendre le numérique, les innovations, et la manière dont ils impactent nos vies quotidiennes en même temps que l'attractivité de notre territoire constitue un enjeu majeur pour l'avenir du Vaucluse.

Maurice Chabert, Président du Conseil départemental de Vaucluse

Jean-Marie Roussin, Vice-Président du Conseil départemental de Vaucluse Président de la Commission économie, développement numérique



Le mot des organisateurs

L'association Avenir 84 intervient depuis 2001 sur le territoire du Grand Avignon et à l'échelle du département de Vaucluse dans les domaines de l'inclusion et de la médiation numériques. Nos modalités d'intervention sont les suivantes :

- Accès aux droits et accompagnement aux démarches en ligne ;
- Animation et éducation populaire ;
- Culture et citoyenneté ;
- Formation professionnelle.

Nous avons développé un important réseau partenarial sur le territoire et nous participons activement aux réseaux régionaux et nationaux de la Médiation numérique : Arsenic PACA, le hub du sud et La MednumM. Nous bénéficions du soutien du Département de Vaucluse à différents titres : Réseaux départementaux de la médiation et de l'inclusion numérique, Conférence des financeurs pour les seniors, contrat de ville, etc. Avec nos partenaires de la Direction de l'attractivité du Territoire nous travaillons depuis plusieurs années à l'organisation d'un événement sur les thématiques du numérique : « Les journées de l'Innovation en Vaucluse ». L'objectif de ces Journées de l'innovation visait à débattre et échanger sur l'accès au très haut débit et l'impact sur les territoires pour le développement des activités économiques d'une part et l'accès aux droits, à l'éducation et les modes de consommation et de communication d'autre part. Le Département de Vaucluse et les pouvoirs publics mènent une politique volontariste d'accès au très haut débit sur l'ensemble du territoire départemental. Parallèlement à ce volontarisme, il existe un foisonnement d'acteurs, d'initiatives et de dispositifs pour l'accompagnement des publics aux usages du numérique, quotidien, social et professionnel.

La crise pandémique de 2020 a fait exploser ces problématiques liées à la fracture numérique et aux inégalités d'équipement, d'accès aux réseaux et de niveau de culture numérique.

C'est pourquoi nous avons décidé d'inscrire les Journées de l'Innovation en Vaucluse dans le cadre du programme national Numérique(s) en Commun et d'organiser les NEC Vaucluse. L'ANCT nous a apporté son soutien qui nous a permis de bénéficier de la dynamique nationale des NEC, des outils de communication et de la mobilisation de chercheurs et de journalistes spécialisés sur ces thématiques. Les NEC Vaucluse ont été organisées totalement en présentiel les 6, 7 et 8 octobre 2020, respectivement à Châteauneuf-de-Gadagne (proche d'Avignon), Cavaillon et Valréas.

Cette organisation nous a permis de couvrir l'ensemble du département (la ville centre, le Sud Vaucluse, le Nord Vaucluse). Ces trois territoires sont confrontés à des problématiques liées aux Quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV) ainsi que des zones rurales périurbaines. Cette couverture géographique a permis la mobilisation de très nombreux acteurs de l'innovation, de l'inclusion et de la médiation numériques au travers d'un programme dense de tables rondes et d'animations. Selon les retours des participants et des observateurs, les NEC Vaucluse ont été un succès, aux niveaux de la participation, de la mobilisation des acteurs et de la qualité des échanges en table ronde et de l'intérêt et de la diversité des programmes d'animation.

Nous remercions le Conseil départemental de Vaucluse et l'ANCT, d'une part les Agglomérations Lubéron Monts de Vaucluse (Cavaillon) et l'Enclave des Papes et du Pays de Grignan (Valréas) pour leur soutien et leur contribution au succès du NEC Vaucluse.

Youcef Bouchaala, Directeur d'Avenir 84

Journées de l'Innovation en Vaucluse !
CHÂTEAUNEUF-DE-GADAGNE
CAVAILLON
VALREAS

JIV!
2020

Le Numérique Partout et Pour Tous
Très-Haut Débit, Innovations, Attractivité du Territoire,
Usages et services numérique, Médiation et inclusion numérique



NEC

Vaucluse

**#4 LES
CARNETS
NEC[S] 2020**



Ouverture du NEC Vaucluse, 6 octobre 2020, Châteauneuf-de-Gadagne

NUMÉRIQUE EN COMMUN[S]

▮ Vaucluse, 6, 7 et 8 octobre 2020

L'association Avenir 84, avec le soutien du Département de Vaucluse et de l'ANCT a organisé les 6, 7 et 8 octobre et sur trois sites du département, des moments d'échanges et de rencontres avec les acteurs de la médiation numérique, de la cohésion sociale et de l'innovation.

L'objectif de ces journées labellisées NEC local, était de réunir les acteurs locaux de la médiation numérique, la cohésion sociale, l'éducation populaire et du travail social avec les élu-es et responsables du département de Vaucluse et les opérateurs institutionnels concernés dans un contexte :

- de déploiement accéléré dans le Vaucluse de l'infrastructure Très Haut débit ;
- de dématérialisation et d'accompagnement des publics les plus fragiles ;

– de mise en évidence des problématiques d'inclusion et de solidarité numériques qui sont apparues lors du contexte de la pandémie de la COVID 19 ;– de nécessité de mettre en contact et en réseau de nombreux opérateurs concernés à titre divers et qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer et d'échanger sur le territoire ;

– de prise en compte des besoins numériques issus des nouveaux usages et services numériques pour la population, les collectivités territoriales, les entreprises, les associations.

La crise liée au contexte pandémique COVID 19 a fortement pointé la problématique de la solidarité numérique et de l'accompagnement des publics les plus fragiles, notamment les familles et les élèves des quartiers populaires. Ceci a démontré la nécessité de juguler, via le numérique (infrastructures, acteurs, outils et méthodes) et les mesures d'accompagnement ad-hoc, les inégalités pour l'accès aux droits, à l'éducation, à la culture et la citoyenneté.

Format des trois journées

DEUX TABLES RONDES THEMATIQUES :

- « Mutations numériques et Très Haut Débit : impacts pour les territoires, les habitants et les activités »
- « Nouveaux usages et services numériques : accompagnement, formation, médiation et inclusion »

ATELIERS ET STANDS DE DEMONSTRATION

- Nouveaux outils technologiques, scientifiques
- Médiation et inclusion numérique sur le territoire
- Fablabs, impression et numérisation 3D
- Vidéolab réseaux Sociaux, YouTubers et nouveaux modes de communication



Replay des temps forts des trois journées 100% en ligne
numerique-en-communs.fr/nec-locaux/nec-vaocluse/

Zone géographique concernée

Les J'IV 2020 (Journées de l'Innovation en Vaucluse) ont été organisées par Avenir 84 avec le soutien du Département du Vaucluse.

La zone géographique concernée correspondait à l'ensemble du Département de Vaucluse avec une programmation sur trois jours pour optimiser la couverture territoriale :

- PREMIER JOUR À CHÂTEAUNEUF-DE-GADAGNE, salle de l'arbousière
- DEUXIÈME JOUR À VALRÉAS, au nord du Vaucluse, limitrophe de la Région ARA et du Département de la Drôme
- TROISIÈME JOUR À CAVAILLON, au sud du département, limitrophe des Bouches du Rhône.

NEC

Vaucluse

Revivre les J'I.V 2020 en vidéo



**Châteauneuf-de-Gadagne
mardi 6 octobre 2020**



youtu.be/mQboBc8WzQc

**Cavaillon
Mercredi 7 octobre 2020**



youtu.be/kjIL8Ep2y8s

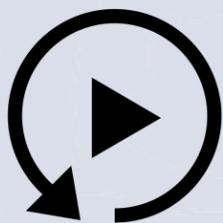




Valréas
Jeudi 8 octobre 2020



youtu.be/bot6LN4zFVg



Reportage sur le deuxième jour du NEC Vaucluse (Cavaillon) réalisé par les jeunes de la Mission Locale du Lubéron

youtu.be/A_RGaFnCoDs



La parole aux actrices de terrain

Le département de Vaucluse regorge de dynamiques de médiation numérique et cette première partie du carnet NEC Vaucluse vous propose de partir à la rencontre de ces actions multiples mais complémentaires les unes des autres

**MARIE
MICOUIN**

« On partage les mêmes constats, donc on peut travailler ensemble dans la même direction »

Chargée de mission à l'agglomération Luberon Monts de Vaucluse (LMV), Marie Micouin assure la coordination de la politique de la ville et la création d'un réseau local de médiation numérique.

L'agglomération LMV s'est lancée récemment dans une politique d'inclusion numérique proactive. Quelles sont les actions que vous avez mises en place ?

En 2018, nous avons consulté les opérateurs qui interviennent sur les quartiers prioritaires, dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville. L'accompagnement au numérique a émergé comme un enjeu central, face aux demandes croissantes sur le sujet, relayées par les structures de proximité. En parallèle, nous avons eu les mêmes retours de la part des équipes du réseau de médiathèques de l'agglomération, alors même que l'inclusion numérique n'est pas leur cœur de métier.

Devant la convergence de ces besoins, la commande qui m'a été confiée, c'est de faire un état des lieux, uniquement concentré sur le territoire de Cavaillon dans un premier temps. Nous avons adopté trois entrées : l'accompagnement individuel, l'accès aux postes informatiques et la formation au numérique en ateliers collectifs. En 2019, à la suite de ce travail, nous avons déployé une

cartographie des lieux et des services qui répertorie ces trois offres. Aujourd'hui, les prochaines étapes sont la mise à jour des données, et la promotion du dispositif pour que toutes les personnes intéressées soient informées de son existence. Et je reste très attentive aux autres projets de cartographies qui ont vu le jour localement, notamment en région Hauts-de-France. Nous travaillons également sur un projet de Maison France services, mais nous en sommes qu'au début de notre réflexion.

Vous collaborez avec le Réseau Accueil Cavaillon, pouvez-vous nous présenter cette structure ? Quelles sont ses spécificités ?

La ville, le CCAS et le Centre social municipal ont mis en place le Réseau Accueil de Cavaillon dont l'objectif est d'harmoniser et de professionnaliser l'accueil. Il fonctionne avec un financement modeste, mais est soutenu activement par les quelques personnes qui en assurent le pilotage : la directrice du centre social municipal, la directrice adjointe du CCAS et le service accueil de la ville de Cavaillon. Chaque année, ce réseau organise trois ou quatre journées thématiques qui permettent aux agents d'échanger et de continuer à se former. Un « Vis ma vie » d'agent d'accueil a également été mis en place : un agent d'une structure va passer une journée dans une autre pour en connaître l'offre et en comprendre les enjeux.

Il ou elle sera ensuite en mesure de proposer une meilleure orientation aux usagers et usagères. Comme les membres de ce réseau sont tous concernés de près ou de loin par la médiation numérique, ils vont pouvoir s'emparer de notre cartographie, et diffuser l'information.

Vous avez assisté au NEC Vacluse / J'IV, quel est votre sentiment sur l'événement ?

La tenue du NEC Vacluse va me permettre de remobiliser les acteurs et actrices que j'ai sollicités lors de la création de la cartographie, mais aussi de continuer à sensibiliser les élus aux enjeux de l'inclusion numérique. Plus largement, il me semble important de profiter de ce temps de découverte, d'apprendre à se connaître et de savoir « qui fait quoi ? ». Quand j'ai commencé à travailler sur la médiation numérique, j'ai rapidement trouvé des ressources – je pense à Arsenic⁸, au Hub du Sud⁹ et au Programme Société numérique, bien entendu. Or, des événements comme les NEC permettent de rencontrer les personnes derrière les structures qui nous apportent de l'appui. On partage les mêmes constats, donc on peut travailler ensemble autour de sujets comme la formation des professionnels et des bénévoles, ou le déploiement d'outils de confidentialité comme Aidant Connect. Il y a un véritable enjeu de mise en réseau.

« Un « Vis ma vie » d'agent d'accueil a également été mis en place : un agent d'une structure va passer une journée dans une autre pour en connaître l'offre et en comprendre les enjeux »

Mais je pense aussi aux enjeux d'accessibilité et d'ergonomie. Quand on dématérialise, on s'aperçoit parfois que les portails ne tiennent pas suffisamment compte des attentes et des besoins des usagers et usagères. Il y a des gens qui travaillent sur des démarches plus ludiques, plus accessibles. Il me semble qu'il y a un vrai champ à explorer, encore peu évoqué lors des NEC : proposer des interfaces qui permettent au plus grand nombre de s'en saisir.

EN SAVOIR PLUS

- Agglomération Luberon Monts de Vacluse : luberonmontsdevacluse.fr
- La cartographie des points d'accès au numérique à Cavillon : [google.com/maps/d/u/0/viewer?mid=1o224jlgurH0fwBPOdqbj63oh0m4TR1Pd&ll=43.8337054067706%2C5.04347270000007&z=14](https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?mid=1o224jlgurH0fwBPOdqbj63oh0m4TR1Pd&ll=43.8337054067706%2C5.04347270000007&z=14).



NEC Vacluse, 7 octobre 2020, Cavillon

⁸ Centre de ressources de la médiation numérique en Provence Alpes Côte d'Azur, voir arsenicpaca.fr.

⁹ Sur ce point, voir : hubdusud.fr.



Illettrisme et illettronisme sont les deux faces d'une même lutte pour l'autonomie

En favorisant l'autonomie des usagers devant des bornes interactives, des sites web ou des applications mobiles, la dématérialisation a mis en évidence l'illettrisme et son corollaire : l'illectronisme, le manque de maîtrise des compétences numériques de base¹⁰. Rencontre avec deux responsables associatives qui œuvrent pour une meilleure prise en charge des personnes en rupture avec l'écrit et avec l'écran.

Basé à Marseille mais intervenant dans toute la région PACA, le CRI (Centre de Ressources Illettrisme) a intégré le numérique dans ses outils de formation depuis le début des années 2010. Sa directrice, Laurence Buffet se rappelle : « Une de nos ambassadrices a compris l'intérêt du smartphone, qui est une super béquille. Elle est entrée dans une boutique de téléphonie et a demandé "Je veux un téléphone qui écrit "tomate" quand je lui dis "tomate". » Bien avant son adoption généralisée, la dictée vocale était un outil d'autant plus précieux dans la lutte contre l'illettrisme que la situation est grave. Pour Laurence Buffet, « Si on veut faire société, il faut agir, car les chiffres sont massifs : 1 adulte sur 10 est en grandes difficultés face à l'écrit. Du côté des compétences numériques, c'est encore plus important : autour d'une personne sur 6. » Mentionnant l'accompagnement proposé par son association à la CPAM des Bouches-du-Rhône, elle souligne la corrélation entre illettrisme et illettronisme : « On observe des situations de contournement, d'agressivité ou encore des gens qui reviennent fréquemment. C'est parce que ces personnes ont du mal à lire et qu'elles ne comprennent pas ce qu'on leur demande.

France Dethan, coordinatrice du Pôle linguistique d'Avignon, abonde : « Beaucoup de personnes en difficulté avec la lecture le sont aussi avec le numérique ». Depuis 2016, l'association assure l'animation de réseau sur le territoire du grand Avignon à destination des primo-arrivants (réfugié·es, demandeur·ses d'asile, bénéficiaires de la protection internationale) : « Nous captions l'ensemble des publics en difficulté pour accéder au droit commun parce qu'ils rencontrent des obstacles linguistiques ». Le Pôle linguistique est également centre d'examen pour les diplômes indispensables à la validation d'une carte de séjour et l'accès à la naturalisation. L'association accompagne les acteurs et actrices de l'inclusion à travers des formations spécialisées. Enfin, elle propose un espace de ressources adressées aux professionnel·les situé dans Avignon, et fait partie du premier cercle du consortium de la Fabrique numérique, sur le volet « illettrisme et illettronisme ».

« Beaucoup de personnes en difficulté avec la lecture le sont aussi avec le numérique. »

– France Dethan

Avant la crise sanitaire, les structures de proximité du réseau SOLEIL¹¹ accompagnées par le Pôle linguistique proposaient déjà des expérimentations sur le numérique, sous forme d'ateliers éducatifs : créer sa boîte mail, utiliser les réseaux sociaux, accéder aux espaces dématérialisés. Mais le premier confinement a tout bousculé.

¹⁰ Illettrisme et illettronisme sont également abordés dans le carnet NEC Orléans Métropole, à travers un entretien avec Mathieu Juchet Dieulouard, directeur du Centre de Ressources Illettrisme et Analphabétisme du Loiret.

¹¹ Sociolinguistique Éducation Insertion Langage



Jeu de piste autour du patrimoine d'Avignon organisé par le Pôle linguistique en juillet 2020, en partenariat avec la Fabrique numérique

« Les formateurs et formatrices ont bricolé, car ils et elles n'étaient pas formé·es à utiliser le numérique dans les ateliers d'enseignement du français » précise France Dethan. L'association publie alors deux sondages, l'un adressé à ses formateurs et formatrices et l'autre, aux bénéficiaires. L'objectif est de savoir comment chacun·es a eu recours aux outils numériques dans leurs interactions, afin d'évaluer les besoins sur le territoire. C'est à l'issue de ces deux enquêtes que le Pôle linguistique rentre en contact avec le CRI.

Une collaboration inter-associations

Un groupe de travail commun se met en place dès le mois de juin 2020, qui aboutit à l'organisation d'une première formation de deux jours dispensée en septembre par les équipes du CRI aux aidant·es du Pôle linguistique : construire une séquence pédagogique sur une appli de messagerie, utiliser la visio et les webinaires avec les publics. France Dethan indique : « Ça a été très instructif ! Le but maintenant, c'est d'essaimer la mise en place de la formation à distance. » Un jeu de fiches pratiques est en cours de développement pour accompagner les formateurs et formatrices, d'autant que le Pôle linguistique souhaite renouveler cette formation en 2021 et l'étendre à son réseau. Pendant l'été 2020, l'association a également proposé un jeu de piste en partenariat avec l'équipe de la Fabrique numérique. Basé sur la culture et le patrimoine, le dispositif s'est étalé sur trois jours et a nécessité prises de vue et travail d'édition photo, le tout en s'appuyant sur *WhatsApp*. Au total, 25 primo-arrivant·es ont participé dont certains, très éloignés du numérique, n'avaient jamais utilisé un clavier.

Encapacitation et accessibilité sont les maîtres-mots d'une lutte efficace contre l'illettrisme et l'illectronisme. Car, pour Laurence Buffet, pas de doute : « Quand on améliore la prise en charge des personnes en situation d'illettrisme, on améliore les conditions d'accueil pour tout le monde. » France Dethan aimerait que les difficultés d'appropriation à la langue (qu'elle soit maternelle ou étrangère) soit davantage prises en compte dans l'accompagnement au numérique. Elle souhaite qu'un travail conjoint soit initié entre formateurs et formatrices d'une part, et aidant·es numériques de l'autre, au sein des structures de proximité : « Si on se focalise sur les difficultés numériques en mettant les difficultés linguistiques de côté, on perd de vue une donnée essentielle qui va empêcher d'attendre le but : l'autonomie ».

EN SAVOIR PLUS

- À propos du Pôle linguistique (Avignon) : pole-linguistique-avignon.fr
- À propos du CRI (Marseille) : illettrisme.org et notamment les ressources (séquence pédagogiques, webinaires, synthèses, etc.) proposées en accès libre sur la page illettrisme.org/professionalisation-des-formateurs-d-adultes/numerique.



ÉMILIE BARROMES

« Aujourd’hui, il manque une reconnaissance du statut d’écrivain public numérique au niveau national »

Émilie Barromes est la directrice de l'action sociale au Conseil départemental de Vaucluse.

Quelle est la politique d'inclusion numérique portée par le conseil départemental de Vaucluse ?

Au sein du pôle solidarités, la direction dont j'ai la charge coordonne la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques en matière de compétences sociales et médico-sociales. Ma direction regroupe l'ensemble des services pertinents, dans le cadre d'un maillage territorial du département : les métiers de la prévention, de la protection et de l'insertion. Le numérique est un enjeu fort pour le département : nous avons fait le choix de dépasser l'accompagnement pour privilégier une approche globale de l'inclusion numérique, en nous adressant aux publics les plus vulnérables, les plus fragilisés.

Le département a un projet « tout numérique » qui se décline dans la relation aux usagers et usagères (dématérialisation des demandes d'aide à l'échelle départementale), et dans l'accompagnement des agents (télétravail et formation aux logiciels métiers, notamment).

À mon sens, le virage dans la pratique professionnelle qu'il va falloir mener concerne la relation aux usagers et usagères : certes elle est humaine, physique bien entendu, et aujourd'hui elle aussi numérique. Pour ce faire, nous avons mis en place deux dispositifs en priorité.

Fin 2018, nous avons créé des postes d'assistant en démarches administratives et numériques, ou ADAN. Disponibles dans les EDeS du Vaucluse¹², ce sont des agents du département formés à l'ensemble des institutions publiques et qui, sur prescription des travailleurs sociaux et travailleuses sociales, sont amené·es à accompagner les publics dans le cadre de leurs démarches d'accès aux droits. Concrètement, l'ADAN peut aider une personne qui doit se créer un compte sur Service-public.fr pour procéder à une demande de logement, par exemple. L'ADAN est une béquille dans l'accompagnement numérique social des usagers et usagères.

Mais ce n'est pas suffisant : une part importante de nos publics est loin de l'appropriation de l'outil et du langage numériques, ce qui crée une rupture d'accès aux droits. C'est pourquoi nous avons mis

¹² Espaces départementaux des Solidarités. Sur ce point, voir : francebleu.fr/infos/economie-social/le-vaucluse-transforme-sa-politique-d-accueil-de-proximite-avec-ses-espaces-departementaux-des-1516962226.



en place un réseau des acteurs et actrices de l'écriture publique numérique, en partenariat avec la CAF, la MSA¹³ et l'État. Ce réseau a été déployé avec l'aide d'Avenir 84, suite à un appel à projet en 2019. Pour certaines actions numériques, les membres du réseau proposent « faire à la place » des personnes, sur le modèle des écrivains publics. Mais il est important que le champ d'intervention soit cadré pour que l'agent soit dans de l'exécution et non pas dans l'évaluation ou dans l'analyse. Ce réseau a maintenant quelques mois et il fonctionne très bien, ce qui prouve qu'il répond à un vrai besoin. Nous allons progressivement nous ajuster au « mille-feuille numérique » pour préciser les périmètres d'actions des un·es et des autres.

Comment vos actions s'articulent-elles avec les grandes orientations données à l'échelle nationale ?

L'État a posé la reconnaissance et la professionnalisation du métier d'écrivain public numérique comme un attendu dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté¹⁴. C'est pourquoi nous avons lancé cet appel à projet, et c'est pourquoi nous entendons accompagner les professionnel·les dans leur formation. Or, pour le moment, il n'y a pas de reconnaissance du métier avec une formation dédiée, un diplôme reconnu, des compétences arrêtées, un cadre juridique clair qui permettent de répondre à cette demande. Pourtant, le besoin est exprimé par tout le monde mais correctement couvert par personne. Les Espaces France Services peuvent faire signer des mandats pour effectuer des démarches, mais le cadre juridique demande à être précisé, de même que les institutions concernées et la formation des agents. Aujourd'hui, il nous manque une reconnaissance claire du statut d'écrivain public numérique au niveau national.



NEC Vaucluse le 8 octobre 2020 à Valréas

EN SAVOIR PLUS

- À propos des EdeS et des ADAN : vaucluse.fr/nos-services/solidarites/espaces-departementaux-des-solidarites-edes-1414.html

¹³ Mutualité Sociale Agricole, msa.fr.

¹⁴ Sur ce point, voir : voir.gouvernement.fr/action/strategie-contre-la-pauvrete.

Au Festival d'Avignon, d'une médiation à l'autre



Jeunes Reporters Culture, Festival d'Avignon

Un projet de web TV porté par le Festival d'Avignon met des jeunes dont certains en décrochage dans la peau d'apprenti·es journalistes, créant une passerelle entre médiation culturelle et inclusion numérique.

« Nous nous sommes dit qu'il nous fallait aller les chercher et intéresser "de biais" et non pas frontalement, à travers des outils dont ils et elles ont une certaine maîtrise : leur téléphone et Internet. » Pour Virginie de Crozé, directrice de la communication et des relations avec le public du Festival d'Avignon, nul doute que le numérique est un outil puissant pour intéresser les jeunes aux arts du spectacle. Depuis 2014, le Festival a mis en place le programme *Jeunes reporters culture*, un dispositif de web TV autour de La FabricA, son unique salle permanente mais aussi de l'actualité festivalière en juillet.

Quatre fois par an, pendant une semaine, des jeunes de la région âgé·es de 14 à 20 ans découvrent l'usage d'une caméra et les rudiments du montage, épaulé·es par des JRI chevronné·es. Une première séquence d'une semaine se déroule autour de Pâques et traite des métiers nécessaires au Festival. C'est en juillet, au cœur de l'événement, qu'a lieu la deuxième session de trois semaines. Réparti·es en petits groupes et équipé·es de badges leur permettant d'accéder à tous les espaces, y compris les coulisses, les jeunes sont considéré·es comme des journalistes à part entière,

ce qui renforce leur estime de soi. Les publics visés sont issu·es des quartiers Monclar-Champfleury, au sud d'Avignon mais aussi de l'intra muros pour favoriser la mixité. Repéré·es et accompagné·es par la mission locale, la plupart sont en décrochage scolaire et certain·es sont placé·es sous PJJ (protection judiciaire de la jeunesse). L'équipe a rapidement compris l'enjeu en termes de mobilité, comme l'indique Virginie de Crozé : « Nous nous sommes aperçu·es que ces jeunes sortaient assez peu de leur quartier et qu'aller en centre-ville, c'était déjà un voyage. » À travers l'expérience, les ados prennent conscience qu'il leur est possible de se déplacer et de s'appropriier le territoire par les transports en commun.

« Les jeunes sont considéré·es comme des journalistes à part entière, renforçant leur estime de soi. »

– Virginie de Crozé

En les mettant dans la position d'un·e journaliste, la formation qui leur est proposée les pousse à faire des choix et à hiérarchiser l'info, ce qui les aide à développer leur esprit critique. À l'arrivée, des capsules de 3 min sont produites, portant leur propre écriture.

« Une précieuse matière à information et à communication » précise Virginie de Crozé, puisque de nombreux·ses enseignant·es utilisent ces vidéos en classe avec leurs élèves et que les jeunes ont la fierté de les présenter à leur famille.

En parallèle à la web TV, un groupe de journalistes investi·es dans le projet a monté l'association « Regards vers l'autre » (RVA) qui propose des stages sur les techniques audiovisuelles, adressés à des jeunes qui se cherchent. C'est cette structure qui a reçu Nordine, repéré en 2016 par une des formatrices pour la qualité de ses cadrages. Lui qui n'avait jamais quitté Avignon, le voilà qui traverse la France entière et passe une semaine sur l'île de Groix, en Bretagne, pour approfondir sa technique. À son retour, l'association l'aide à obtenir des subventions pour effectuer un stage plus long à l'IMCA puis une immersion professionnelle et, pour finir, une quatrième formation auprès d'une structure professionnalisante à Salon de Provence. Fruit d'une collaboration entre RVA et la mission locale, et appuyé par un financement de la Région, son parcours n'est pourtant pas unique : « Des "Nordines", il y en a plein », précise Virginie de Crozé, qui a compté plusieurs profils dans le même esprit en 7 ans d'existence du programme.

Le projet *Jeunes reporters culture* mis en place par le Festival d'Avignon est lui-même le résultat d'un partenariat associant acteurs locaux et nationaux : les Ceméa (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active), le réseau Canopé qui relève du ministère de l'Éducation nationale et accompagne dans la production de contenus numériques, et les JRI de la région. À raison d'une quinzaine de participant·es par session et de quatre sessions par an, c'est une soixantaine de jeunes qui passent chaque année par le dispositif.

EN SAVOIR PLUS

- À propos de la FabricA : festival-avignon.com/fr/la-fabrica-15917.
- Pour consulter les productions des jeunes reporters culture : festival-avignon.com/fr/videos/jeunes-reporters-culture.
- À propos de l'association Regards vers l'autre : regardsverslautre.info.



Jeunes Reporters Culture, Festival d'Avignon



ÉCLAIRAGES

Pourquoi faut-il apprendre à vivre « avec » le numérique ?

Ouverture du NEC Vacluse, 6 octobre 2020, Châteauneuf-de-Gadagne

Penser les solidarités du dernier kilomètre

C'est aujourd'hui devenu un poncif que de parler de la « révolution numérique » pour désigner la place toujours plus importante qu'occupent les technologies d'information et de communication numériques dans nos sociétés (à l'image du smartphone ou d'internet). Tous les secteurs de la société se trouvent transformés, « accélérés » par l'arrivée de ces outils. Si l'on prend l'exemple du champ de la culture, le développement des plateformes nous a donné accès à d'importants catalogues de films ou d'albums qui peuvent désormais être consommés dans des conditions bien éloignées de la salle de cinéma (en mobilité notamment). Au-delà des outils, les nouvelles formes d'organisations sociales (en réseau notamment) et de diffusion de l'information permises par l'usage des technologies numériques contribuent à l'émergence d'une véritable « culture du numérique », marquée par ses propres imaginaires, ses propres représentations et la diffusion de valeurs comme la transparence, la collaboration et la participation.

Le confinement a évidemment renforcé la dynamique. La dichotomie « présence/distance » a progressivement remplacée celle de « réel/virtuel », illustrant l'entrée de façon radicale des technologies dans nos quotidiens. En plus des masques et du gel hydroalcoolique, les outils de visio -notamment- sont devenus indispensables à bon nombre de nos activités. En l'espace de quelques mois nous avons découvert de nouvelles formes de sociabilités, de rapports professionnels... par écrans interposés.

Pourtant, les découvertes numériques liées à la crise sanitaire ne s'arrêtent pas là. Nous avons également eu l'occasion d'expérimenter combien le numérique pouvait être « situé » et recouvrir des réalités hétérogènes. En fonction de critères socio-économiques (qualité de l'équipement, taille du logement, nature de l'emploi, qualité des infrastructures comme le débit de connexion) ou culturels (habiletés préalables à utiliser les technologies) les rapports au numérique sont différents. Nous n'avons, à l'évidence, pas toutes les mêmes usages ni la même aisance. Nous n'expérimentons pas le même rapport aux technologies.

¹¹ « Plus d'un tiers des Français disposent à présent d'un abonnement permettant de regarder des VOD, des séries ou des films en illimité ». Sur ce point, voir : baromètre du numérique 2019 (Patricia Croutte et Victor Prieur / CREDOC, ARCEP, CGE, Mission Société numérique) p.148 : credoc.fr/publications/barometre-du-numerique-2019-1.

Comment concilier ce paradoxe ? Comment prendre en compte la diversité des situations vécues avec le numérique et l'impératif qui s'impose à nous d'évoluer dans un monde de plus en plus "colonisé" par les technologies ? Évidemment, pas de recette miracle toute faite. Simplement un horizon, une ligne de conduite, qui invite à repartir des réalités vécues par les citoyen·nes pour tenter de les accompagner en partant de ce qu'ils et elles sont et de ce qu'ils et elles savent sur les technologies, plutôt que de ce qu'ils et elles devraient être et savoir. Dans cette perspective, une technologie n'est pas inclusive a priori, mais elle le devient en contexte. C'est d'ailleurs ici tout le défi des politiques publiques du secteur : comment mettre en place des instruments efficaces pour venir équiper les réalités vécues ? L'intuition de la stratégie nationale d'inclusion numérique et du dispositif NEC est que ce soutien de l'acteur public ne peut prendre forme qu'à partir du moment où les acteurs de la médiation numérique et des solidarités parviennent à qualifier les conditions pour rendre le numérique capacitant dans leurs contextes d'action. Ce travail de documentation est une étape clé pour donner corps aux ambitions politiques fortes dans le domaine.

Casser la dichotomie entre les infrastructures et les usages

Le Vaucluse, qui a accueilli le 4^{ème} NEC local de 2020 se caractérise par une stratégie d'équipement très développée (finalisation complet du déploiement complet du Très Haut Débit via la fibre optique sur 100 % de la zone d'intervention publique courant 2021) et un écosystème riche mêlant acteurs publics et para-publics (Etat, Département, Région, communes et structures intercommunales, CAF, Pôle Emploi...) et associatifs qui accompagnent tous les publics et en priorité ceux en situation de fragilité sociale et numérique. Pour les acteurs et actrices institutionnel·les et le monde économique, l'arrivée de la fibre ouvre de très nombreuses opportunités au service de l'aménagement du territoire et du développement de nouvelles activités, à l'image du domaine de la santé ou de l'arrivée de studios de jeux vidéo ou de travail de l'image. Face à la promesse du mieux vivre et de l'attractivité, les tables rondes ont permis de pointer les risques de l'accroissement des inégalités territoriales. Avec l'accélération de la dématérialisation, les enjeux de fragilité numérique augmentent et les questions d'accès aux droits deviennent prégnantes. Cette crainte nous concerne tou·tes. À la vitesse où vont les innovations, chacun·e peut être en difficulté face aux usages un jour ou l'autre : d'où la nécessité d'avoir des acteurs de terrain visibles, organisés et équipés pour répondre aux enjeux d'accompagnement de la population. L'habileté d'aujourd'hui n'empêche pas la fragilité de demain comme l'écrivait Valérie Peugeot dans son entretien présent dans le Carnet NEC Bordeaux Métropole. Il est donc essentiel de s'assurer comme sur le Vaucluse que le développement des infrastructures n'aille pas plus vite que les usages,

ceci afin de ne pas encourager une société à deux vitesses, qui sépare celles et ceux qui bénéficient des mutations numériques et celles et ceux qui en souffrent.

Imaginer l'équipement technologique d'un territoire implique de s'approprier un constat éprouvé : il est essentiel de faire en sorte que les usages ne soit pas renvoyés au bout de la chaîne et deviennent une préoccupation pour la communauté du numérique dans son ensemble. Pour maintenir l'équilibre, les acteurs publics du territoire ont un rôle de pilotage structurant et doivent assurer un leadership stratégique au niveau des infrastructures. Cela passe par un travail de cartographie des besoins, par la réalisation de diagnostics et l'impulsion de partenariats vertueux avec les acteurs privés et associatifs en particulier dans l'optique d'accélérer les calendriers du déploiement de l'infrastructure mais surtout une meilleure lisibilité des acteurs dans leurs capacités pour accompagner sur le terrain les besoins de la population en matière d'usages numériques. En somme, faire des paris ambitieux sur l'avenir permet d'enclencher toute une série de dispositifs d'accompagnement pour renforcer l'attractivité du territoire et faire émerger une alternative à la domination des grandes métropoles qui risqueraient de capter une grande partie des bénéfiques. Il convient également d'impulser des dynamiques d'accompagnement des usager·es pour repenser l'accès au droit ; de coordonner la lutte contre l'exclusion et l'illectronisme en s'appuyant sur le tissu d'acteurs associatifs et institutionnels diffus -à l'image de la CAF, de Pôle Emploi ou d'associations vauclusiennes rompues à cet exercice- qui ont montré leur capacité à s'adapter et à évoluer de manière remarquable. Ce travail stratégique devra également permettre d'imaginer de nouvelles formes de solidarité, de connexion entre les espaces du territoire y compris en milieu rural à travers ici une politique de transport ambitieuse ou là le soutien à l'équipement en matière d'outils de communication à distance pour favoriser l'accompagnement efficient des usager·es.

Qu'est-ce que l'illectronisme?

C'est la difficulté, voire l'incapacité, que rencontre une personne à utiliser les outils numériques en raison d'un manque ou d'une absence totale de connaissances à propos de leur fonctionnement. Le terme illectronisme transpose le concept d'illettrisme pour rendre compte du manque de savoir associé à la manipulation des technologies. En cela, l'illectronisme se différencie de l'exclusion numérique qui renvoie aux difficultés d'accès. Le rapport du Défenseur des Droits paru sur le sujet en 2019 rappelle que près de 500 000 Français n'ont pas accès à une connexion Internet fixe alors qu'environ 30% d'entre eux ont des difficultés d'usage¹². Pour tenter de mesurer l'illectronisme, un programme gratuit et en ligne PIX¹³ a été développé pour que les usagers puissent mesurer leurs compétences dans le domaine.

¹² Sur ce point, voir : defenseurdesdroits.fr/fr/communiqu%C3%A9-de-presse/2019/01/demat%C3%A9rialisation-des-demarches-administratives-le-defenseur-des-droits.

¹³ pix.fr.

Mettre en place des solidarités du dernier kilomètre

Comment traduire concrètement cette stratégie de nouvelles alliances ? De fait, une fois les « autoroutes » en place, il convient de rendre disponible des « voitures » -évidemment- et de former les « conducteur·rices », cela va de soi. Pour y parvenir, c'est le travail de la médiation qui doit contribuer à sensibiliser aux enjeux de la culture du numérique (le « code de la route »), au-delà des outils (« les voitures ») en invitant les acteur·rices à adopter une vision systémique du sujet qui tienne compte de la diversité des problématiques posées par le déploiement et l'usage des technologies. Cela revient à « remettre de l'humain dans le dernier kilomètre » et à assumer que plus les technologies nous sont indispensables, plus l'accompagnement des usages le devient également. Les sujets sont nombreux : la qualité de vie au travail (avec l'articulation entre lien social et télétravail), l'accompagnement dans les démarches administratives en tenant compte des citoyen·nes qui ont parfois besoin que l'on « fasse à leur place », dans la tradition des écrivain·es publics . Des acteurs variés sont impliqués (l'école, l'université, le secteur culturel , les entreprises...) qui doivent nouer de nouvelles alliances pour l'intérêt général.

Y parvenir demande avant tout de créer un environnement bienveillant et capacitant qui crée de la confiance, à travers de la personnalisation, de l'accessibilité et de l'interaction dans un accompagnement imaginé sous forme de parcours progressifs. Dessiner ces parcours implique de connaître ses publics, les problèmes qu'ils rencontrent et ce qu'ils peuvent faire.

Fonctionner ainsi permet de ne pas tomber dans le piège, largement pointé par les acteurs engagés, qui consiste à systématiquement considérer les usagers comme en retard, en situation de devoir « progresser » pour rattraper les wagons. Dans cette perspective, le métier de travailleur·se social·e est lui aussi amené à évoluer. Des agents vont devoir être formés et obtenir les ressources pour mieux maîtriser le numérique afin de réussir leur mission. Cela passe évidemment par la structuration de réseaux de professionnel·les capables d'animer les dynamiques esquissées.

Pour conclure, rappelons combien il est essentiel de ne pas autonomiser le numérique, de ne pas le prendre comme une problématique à part pour préférer le considérer au plus près des besoins des citoyen·nes en attentes des services offerts par les innovations. Le numérique doit être perçu comme un levier pour créer du lien social, tendre vers une « société des égaux » où la solidarité n'est pas un vain mot, parent pauvre de l'action publique. N'oublions pas : apprendre à apprendre, faire en sorte de se sentir autonome avec le numérique, capable de s'adapter grâce à une culture du numérique est un chemin difficile, long mais définitivement indispensable !

ALLER PLUS LOIN

- Albérola Élodie, Croutte Patricia, Hoibian Sandra (2016), « La “double peine” des publics fragilisés face au tout numérique », *Réalités industrielles*, août 2016, *Les annales des Mines*
- Voldoz Luc (2010), « Fracture numérique, fracture sociale : aux frontières de l'intégration et de l'exclusion », *SociologieS*, en ligne : journals.openedition.org/sociologies/3333#quotation

RESSOURCES EXTERNNES

Au-delà de leurs aspects descriptifs des dynamiques à l'œuvre dans les régions où prennent place les événements labellisés NEC Locaux, ces carnets cherchent également à vous faire connaître les travaux et projets en cours sur les questions d'inclusion numérique, d'accompagnement aux démarches e-administratives, de mise en place de tiers-lieux, de communs, etc.

Voici donc deux ressources parues récemment sur ces enjeux :



Kit boussole : « Concevoir des services numériques inclusifs »

Les résultats statistiques de l'étude Credoc menée en 2019 sur l'équipement, les usages et le rapport à Internet des locataires du parc social indiquent qu'une personne sur cinq n'utilise pas les outils numériques ou abandonne en cas de difficultés. Ce kit boussole rassemble des outils et des documents pratiques afin d'accompagner les organismes HLM sur la mise à disposition de services numériques inclusifs auprès de l'ensemble des locataires, quelle que soit leur aisance avec les outils numériques.

En savoir plus : union-habitat.org/centre-de-ressources/habitants-politiques-sociales/kit-boussole-concevoir-des-services-numeriques

Découvrir le kit en vidéo : youtu.be/s728oG1pgd0

Étude sur l'impact d'internet et des médias sociaux sur la participation des jeunes et le travail de jeunesse

Ce résumé de l'étude synthétise comment Internet et les médias sociaux influencent la citoyenneté active des jeunes et leur participation aux sphères publiques des sociétés démocratiques et, aussi, comment ceux qui travaillent avec eux, peuvent utiliser ces outils pour s'engager avec tous les jeunes, y compris les groupes défavorisés, d'une manière efficace et significative.

En savoir plus : op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/75e4c4b4-5e33-11e8-ab9c-01aa75ed71a1/language-fr



Étude sur l'impact d'internet et des médias sociaux sur la participation des jeunes et le travail de jeunesse

Résumé



PAROLE(S) D'EXPERTE

Après avoir réalisé plusieurs films documentaires, **Jen Schradie** a obtenu un doctorat en sociologie de l'Université de Californie et le Centre pour les nouveaux médias de Berkeley. Ses domaines de recherche couvrent plusieurs aspects sociaux des technologies d'information-communication : la fracture numérique, l'activisme social, les travailleur·ses du digital, etc. Dans une optique sociologique, ses résultats de recherche contestent les visions utopiques de la démocratie digitale ou dystopiques des méfaits d'internet. Elle constate que les structures sociales inégalitaires, les institutions bureaucratiques et l'idéologie politique sont des facteurs influant sur l'usage d'Internet. Ses recherches se situent au croisement de la stratification sociale et des inégalités, de la communication et de la technologie, des mouvements revendicatifs et de la sociologie politique.

Aujourd'hui, elle est enseignante-chercheuse à SciencesPo et poursuit une étude comparative sur le rôle du genre et de l'origine sociale dans l'économie des *start-up* en France et aux États-Unis. En intégrant des méthodes qualitatives et quantitatives, des données « en » et « hors » ligne, elle met en perspective les disparités et variations de participation à la société digitale.

Elle est également membre du projet « Faire face au Covid-19 : Distanciation sociale, cohésion et inégalité dans la France de 2020 »¹⁴, financé par l'Agence Nationale Française de la Recherche (AppelFlash Covid -19).

Au sein de cet entretien, nous revenons avec elle sur différents aspects de son travail et sur la médiation et les inégalités numériques en France et aux États-Unis.

¹⁴ Sur ce point, voir : sciencespo.fr/osc/fr/node/489.html.

Bonjour Jen Schradie, pourriez-vous vous présenter rapidement et nous expliquer plus précisément ce en quoi consistent vos travaux de recherche ?

Bonjour, je m'appelle Jen Schradie, je suis Américaine et sociologue à SciencesPo. J'étudie depuis un certain temps désormais et de manière très large le concept de « digital democracy », ce qu'il signifie véritablement. Pour cela, j'utilise plusieurs ensembles de données empiriques en évoluant sur différents terrains de recherche qui interrogent notre participation au sein de ce que l'on appelle la « démocratie numérique ». Mes travaux couvrent des questions telles que les inégalités numériques, celles liées aux écarts de production de contenus en ligne, mais également l'activisme en ligne ou les questions liées au phénomène de *digital labor*¹⁵ et ses conséquences.

Tout au long de vos recherches, vous avez très souvent abordé le concept de *digital divide* (fracture numérique) du point de vue des États-Unis, qu'est-ce que vous pouvez en dire aujourd'hui en 2021 ?

Aux États-Unis, ce terme a surtout été utilisé dans les années 90. Au même moment, en France, l'usage « numérique » prédominant était le Minitel... Donc on ne parlait pas exactement de la même chose, du moins de la même technologie même si l'on commençait à s'intéresser aux usages que les gens pouvaient avoir des technologies de l'information et de communication. Aux États-Unis le terme de digital divide était très binaire : qui a accès ou pas à un équipement informatique, à un ordinateur personnel, qui a un accès à internet. Mais très vite, on a remarqué que ces critères d'accès et d'équipement étaient souvent corrélés à l'âge, à la classe sociale et à la race. D'ailleurs, lorsque j'ai commencé mes recherches au milieu des années 2000, les critères d'analyses commençaient à être plus variés et des chercheurs commençaient à s'élever contre le fait de voir les choses de manière si binaire : avoir ou pas un équipement, avoir ou non un accès au réseau. À ce moment est aussi apparu le terme qui a un peu remplacé celui de *digital divide* et avec lequel je me suis sentie plus à l'aise, celui de *digital inequalities* (inégalités numériques). Ce dernier nous a permis de développer une analyse beaucoup plus fine notamment sur les compétences des Américains à utiliser les technologies, mais également sur leurs capacités à « consommer » et à « produire » des contenus sur internet, deux critères très différenciants...

Au même moment sont aussi apparus les premiers réseaux sociaux et cette idée que nous pouvions tous être désormais des créateurs de contenus, et rapidement, moi je me suis interrogée sur ce « nous » (rires)...

Qui était ce « nous » capable de tant de choses réellement ? Est-ce que ce « nous » englobait tous les citoyens de mon pays de manière aussi équitable que ce qu'on déclarait à son propos ? Et s'il n'était pas si équitable, où étaient les principaux facteurs de différenciation ?

C'est donc à ce moment que j'ai décidé de travailler sur la différence entre *digital consumption* (consommation de contenus en ligne) et *digital production* (production de contenus en ligne), car il me semblait qu'il se jouait quelque chose à ce niveau-là. Aujourd'hui, il existe toujours une grande « fracture » numérique aux États-Unis notamment au niveau de la consommation de contenus (des personnes non équipées ou sans accès), mais c'est la fracture en termes de production de contenus qui m'intéresse plus : qui poste des vidéos sur YouTube ? Qui poste des vidéos sur TikTok ? Qui commente des articles de presse en ligne ? Qui a plus tendance à poster des photos par exemple et qui a plus tendance à écrire des contenus qui vont être lus, vus, commentés au-delà du cercle amical et familial ? Ceci m'intéresse particulièrement, car c'est là l'un des premiers moyens de participer sur internet, l'un des premiers moyens d'explorer ce que l'utopie de démocratie numérique signifie.

Force est de constater que pour l'instant, tout le monde ne participe pas au même niveau à cette forme de démocratie là...

« Qui était ce « nous » capable de tant de choses réellement ? Est-ce que ce « nous » englobait tous les citoyens de mon pays de manière aussi équitable que ce qu'on déclarait à son propos ? Et s'il n'était pas si équitable, où étaient les principaux facteurs de différenciation ? »

– Jen Schradie

En effet, et ce que vous dites ici me fait beaucoup penser aux travaux d'une sociologue française, Dominique Pasquier, qui a récemment travaillé sur « l'Internet des familles modestes françaises » et qui constate, comme vous, un écart entre la consommation de contenus et la production de contenus, notamment écrits (commentaires, billets, etc.)....

Oui, nos travaux se rejoignent totalement et j'ai trouvé son enquête très riche et surtout très importante. Et la triste réalité est que cet écart n'a cessé de se creuser notamment à cause du fait que les algorithmes façonnent de plus en plus ce que nous voyons sur les réseaux sociaux.

¹⁵ Le travail numérique (en anglais : *digital labor* ou *digital labour*) désigne l'ensemble des pratiques liées au numérique qui produisent de la valeur, qui sont soumises à un encadrement contractuel et à des métriques de performance. Le travail numérique regroupe toutes sortes de travail rémunéré, mal rémunéré ou non rémunéré, mais aussi d'activités non reconnues, de l'ombre, parfois atypiques ou anodines, ainsi que des activités assimilées à du loisir, du partage ou de la coopération. Pour aller plus loin sur ce sujet, voir : larevuedesmedias.ina.fr/quest-ce-que-le-digital-labor.

À titre d'exemple, il y a quelques années, Twitter a changé ses paramètres qui ont fait évoluer ce qui remontait sur notre fil d'actualité, ce n'est plus toutes les publications de toutes les personnes que l'on suit par ordre chronologique qui apparaissent. L'algorithme de la plateforme opère un choix, c'est la même chose depuis plus longtemps sur Facebook. Et cela fait en sorte que des personnes, des institutions, des entreprises qui ont plus de ressources, plus de pouvoirs peuvent profiter de cela pour élaborer des stratégies de visibilité plus importantes (en payant notamment...).

Je parle de ceci de manière plus détaillée dans mon livre *The Revolution That Wasn't : How Digital Activism Favors Conservatives* où j'essaie de montrer comment, aux États-Unis, les conservateurs, qui ont tendance à avoir plus de ressources notamment économiques, ont aussi tendance à dominer en ligne certains débats, du moins à créer plus de contenus qui sont ensuite discutés. Ils ont un niveau de «ASET» plus élevé. Par ASET j'entends :

- A pour Accès à des terminaux, des outils et à une connexion ;
- S pour *Skills* (Compétences), c'est-à-dire un niveau d'usage et de compréhension des médias sociaux élevé ;
- E pour *Empowerment* (Encapacitation), des personnes qui se sentent suffisamment en confiance pour rentrer dans la conversation en ligne, pour argumenter leurs points de vue, etc.
- T pour *Time* (Temps), tout simplement des personnes qui ont du temps à consacrer à la discussion « démocratique » en ligne, du temps pour participer.

Est-ce que la mobilisation politique américaine autour de l'inclusion numérique est importante ? Dernièrement, en France, nous avons été témoins d'un véritable changement à ce niveau-là. Beaucoup d'élu-es des territoires ont, je crois, compris assez récemment que la question de la « fracture numérique » ne se résoudrait pas qu'en termes d'infrastructures et d'équipements, mais aussi en termes de formation, d'accompagnement des Français. Est-ce qu'il existe quelque chose de similaire aux États-Unis même si la question de l'aménagement numérique du territoire est totalement différente d'un état à un autre ?

Oui, effectivement, les questions d'infrastructures ne sont pas similaires en France et aux États-Unis, car nous avons une organisation et une gestion totalement différentes à ce niveau-là, bien moins nationalisées qu'ici en France. Il en découle des infrastructures souvent moins robustes, moins présentes dans certains lieux, car on ne parle pas du tout des mêmes tailles en termes de territoires à couvrir... Néanmoins, il y a des similarités en termes d'accès notamment et des classes sociales ayant le plus d'accès aux réseaux...



Et la pandémie de COVID a rendu ceci encore plus clair : le projet sur lequel je travaille avec mon laboratoire confirme notamment ceci et les effets sur le « bien être » des françaises et des français, trop peu abordés selon moi, du confinement sur les personnes connectées ou pas.

L'accès est vraiment quelque chose sur lequel je souhaite insister, quelque chose de très important. Nos recherches montrent en effet que la proportion d'effets psychiques négatifs sur les personnes qui ont des difficultés d'accès est bien plus importante : stress, nervosité, etc., et les personnes qui ont le plus de difficultés d'accès sont également celles qui sont les plus pauvres...

Dans mon cours sur les inégalités numériques que je donne à des étudiants de SciencesPo, je leur demande d'aller enquêter sur les formes d'accès à internet dans les bibliothèques publiques de Paris et de sa banlieue... Ils en reviennent toujours très surpris de constater qu'énormément de personnes ne connaissent que cette forme d'accès à internet. Et ce fait social là est encore pire aux États-Unis où les amplitudes horaires des bibliothèques sont moindres...

Et qui se préoccupe de ces questions aux États-Unis ? Les villes ? Les comtés ? Les états ? Qui a la « compétence » sur ces enjeux majeurs ?

Tout est extrêmement fragmenté et tout est différent d'un état à un autre. Et le nombre d'initiatives qui visent à lutter contre l'exclusion numérique n'est pas si élevé. Il y a eu dernièrement quelques initiatives à cause de la COVID qui a joué un rôle de révélateur de ces inégalités, tout comme ça a été le cas en France, mais en réalité, cela dépend. Il y a surtout des initiatives locales peu connectées les unes aux autres. Dans certains endroits assez reculés, il n'y a pas du tout de haut débit ni même d'ADSL, il y a encore des personnes qui se connectent à internet par ligne commutée (mode d'accès à internet par le biais du réseau téléphonique commuté). Mais pour revenir à votre question et y répondre d'une manière plus simple, je ne constate pas d'efforts publics nationaux similaires à ce que je vois en France aux États-Unis.

¹⁶ therevolutionthatwasnt.com.

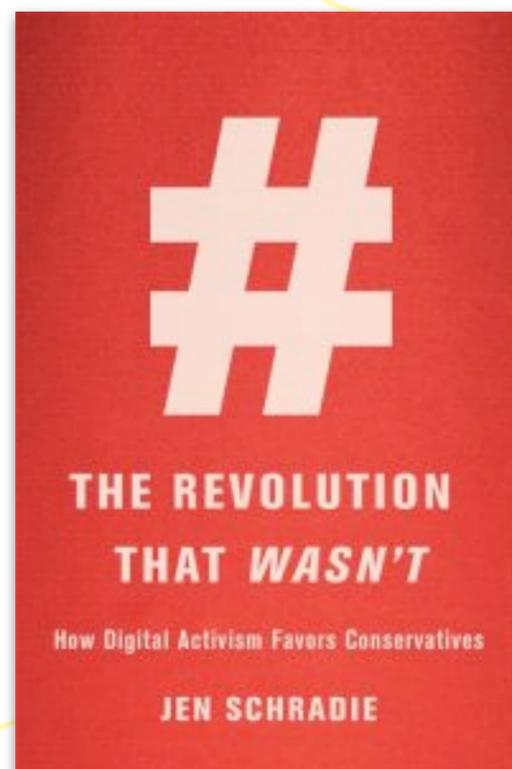
De quelle manière dès lors sont traitées des problématiques telles que le non-recours aux droits et services sociaux du fait de la dématérialisation des procédures administratives ?

Bonne question... Et le problème ne s'arrête pas là. Aux États-Unis, l'état providence est moins important qu'en France alors le problème ne se pose pas directement de cette manière, mais regardons d'autres aspects de la dématérialisation : répondre à une annonce d'emploi, s'inscrire en ligne pour prendre la parole lors d'un conseil municipal, s'occuper de ses comptes bancaires via internet, etc. Tout nous pousse vers de plus en plus d'usages du numérique et la COVID n'a fait qu'accélérer ce mouvement vers des usages massifs, qui remplacent petit à petit les usages que l'on connaissait au téléphone, en papier, en présence à des guichets...

Lors de mes précédentes recherches aux États-Unis, j'ai par exemple beaucoup travaillé sur les usages des bibliothèques publiques et dernièrement, on voyait tout un tas d'usages nouveaux : des personnes qui venaient pour avoir un accès à internet et être accompagnées pour candidater à une annonce d'emploi pour des hypermarchés. Mes étudiants dont je parlais tout à l'heure ont également étudié cela en France. On peut alors se questionner sur les manières dont on peut acquérir des compétences, des connaissances sur les enjeux du numérique lorsque l'on observe de tels phénomènes. Cela nous montre aussi comment la bureaucratie numérique change les règles du jeu de manière permanente sans que les citoyens aient le temps de s'adapter à de nouveaux changements. Prenons un exemple : les procédures administratives dématérialisées sont très complexes pour vous comme pour moi alors que nous sommes tous les deux chercheurs sur de tels sujets, nous analysons les technologies, leurs conceptions, leurs enjeux. Nous sommes des utilisateurs avertis, je pense, et pourtant c'est complexe pour nous, imaginons dès lors les difficultés de personnes dont le seul accès est à la bibliothèque...

De ce que je comprends donc, j'en déduis qu'il n'y a pas de grand plan public américain sur les questions d'inclusion numérique outre-Atlantique?

Il y a et il y a eu des programmes publics pour travailler sur les enjeux d'infrastructures et d'accès. Il y a également des programmes plus locaux sur la formation, sur l'inclusion des publics. Mais il n'y a pas eu de loi très large comme celle qu'a portée Axelle Lemaire, la Loi pour une République numérique en 2016¹⁷. Il n'y a rien de tel sur la table actuellement aux États-Unis... Certes, la COVID a démontré une nécessité absolue, mais la structure des États-Unis, leur fonctionnement, leur histoire bien moins orientée sur une intervention forte de l'État en termes de protection sociale font en sorte que ces enjeux sont peu présents dans le débat. Néanmoins, on compte des activistes, des fondations et des associations qui font un super boulot partout aux États-Unis, mais ce n'est pas suffisant face à la mobilisation nécessaire...



- Jen Schradie (2019), *The Revolution That Wasn't: How Digital Activism Favors Conservatives*, Cambridge, Harvard University Press

¹⁷ La loi pour une République numérique est une loi française initialement proposée par la secrétaire d'État au numérique Axelle Lemaire et promulguée le 7 octobre 2016.

Par cette loi, l'objectif du gouvernement est double : « donner une longueur d'avance à la France dans le domaine du numérique en favorisant une politique d'ouverture des données et des connaissances » et « adopter une approche progressiste du numérique, qui s'appuie sur les individus, pour renforcer leur pouvoir d'agir et leurs droits dans le monde numérique ». Pour ce faire, la loi s'organise autour de trois axes : la circulation des données et du savoir, la protection des individus dans la société du numérique et l'accès au numérique pour tou·tes.



Lancement de la saison 2 d'Hyperliens : Le monde d'après est déjà là

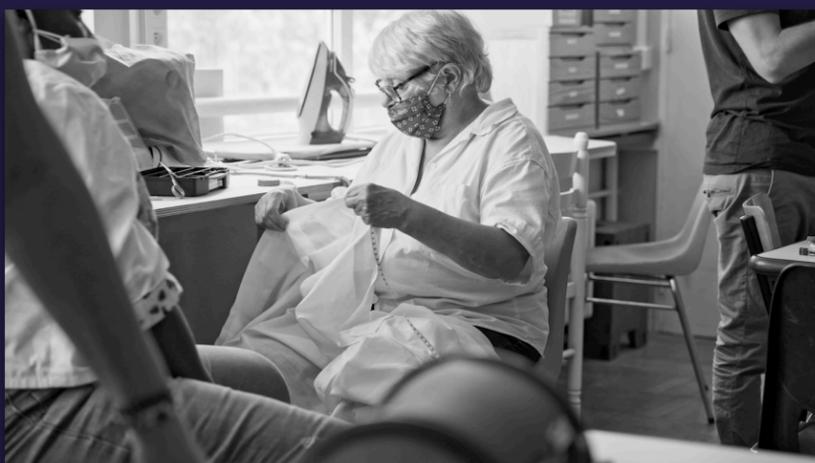
Les programmes Nouveaux Lieux Nouveaux Liens et Société numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires en partenariat avec Société Nouvelle, lancent la saison 2 d'Hyperliens : série documentaire de 5 épisodes qui revient avec de nouvelles découvertes et immersions au sein de lieux hybrides sur le territoire.

Le contexte social actuel redéfinit la solidarité, l'accès à la connaissance, l'administration des territoires, notre rapport à la consommation, à la fabrication, à la culture ou encore à la vie locale.

Et si le monde d'après était déjà là, sous nos yeux ?

La saison 2 de la série Hyperliens nous fait voyager à la rencontre d'autres manières d'habiter le monde et d'initiatives partout en France qui portent des réponses, des solutions et des modèles alternatifs d'apprentissage, de fabrication, de faire société pour le monde d'après. **A la rencontre de tiers-lieux, fablabs, lieux uniques dans des territoires parfois déconsidérés qui sont en première ligne de la Covid-19 et qui inventent une autre manière de vivre en société.**

L'ANCT a lancé l'AMI Fabriques de Territoire en juillet 2019 pour soutenir l'émergence des tiers-lieux. Hyperliens est l'occasion de présenter les projets de fabriques autour de thématiques variées telles que l'agriculture, le faire ensemble, les nouvelles formes d'apprentissage, la sociocratie, l'inclusion numérique ou encore la fabrication distribuée..



HYPERLIENS

LE FORMAT

- 5 épisodes de 15 minutes en voyage dans la France des tiers-lieux.
- 3 micro-formats/capsules vidéos par épisodes : interviews et focus sur des thématiques concrètes.

QUAND ?

- Le premier épisode a été diffusé le 16 novembre 2020.
- Puis un par semaine tous les lundi seront diffusés à l'adresse suivante : hyperliens.societenumerique.gouv.fr.



Retrouvez également la première saison sur la page YouTube du programme Société numérique

Participant·es au NEC Vaucluse :

CHÂTEAUNEUF-DE-GADAGNE

Animations des tables rondes : **Emmanuel VERGES** – Hub du sud

Ouverture : **Pierre-Louis ROLLE** – ANCT Directeur du programme Société Numérique ; **Elisa BASSO** – Sous-préfète de Vaucluse, Chargée de mission Politique de la Ville ; **Jean-Marie ROUSSIN** – Vice-président du Conseil Départemental de Vaucluse ; **Clément MABI** – Chercheur à l'UTC

Table Ronde « Mutations Numériques : Quels impacts pour les territoires, les habitants et le activités »

Pierre BROUARD – Directeur de la Gare Numérique de Carpentras ; **Cathy FERMANIAN** – Directrice de Vaucluse Provence Attractivité ; **Jean-Marie ROUSSIN** – Vice-président du Conseil Départemental de Vaucluse ; **Cyril CARLIN** – Directeur Vaucluse Numérique ; **Cyril LIOTARD** – Président Directeur Général d'ERM Automatismes

Table ronde « Nouveaux usages et services numériques : Accompagnement, formation, médiation et inclusion »

Isabelle GINESTE – Directrice de la Mission Locale Jeunes Grand Avignon ; **Émilie BARROMES** – Directrice de l'Action Sociale pour le département de Vaucluse ; **Élie MAROUN** – Chargée de Mission national ANLCI (Agence Nationale de lutte contre l'illétrisme) ; **Flavien CROISARD** – Responsable des accueils et des parcours attentionnés à la CAF de Vaucluse ; **Jean-Louis PEIGNIEN** – Directeur Pôle Emploi Avignon ; **Virginie DE CROZE** – Directrice de la communication du Festival d'Avignon

Animations : Avenir 84 et la Fabrique numérique, Le Naturoptère, les Petits débrouillards, ERM Automatismes, Boussole des Jeunes Avignon, Mission locale Jeunes Grand Avignon, Maison MILON, Deltalab, LORAWAN, Campus connecté Grillon, Réseau Départemental de l'Inclusion numérique, La Gare numérique de Carpentras, La Fruitière numérique de Lourmarin, French TECH Grande Provence, Vaucluse Provence Attractivité, Pôle Linguistique Grand Avignon, CAF de Vaucluse, réseau des Points Relais et Promeneurs du Net.



NEC Vaucluse, 6 octobre 2020, Châteauneuf-de-Gadagne

NEC

Vaucluse

CAVAILLON

Animations tables rondes : Emmanuel VERGES – Hub du sud

Table Ronde « Mutations Numériques : Quels impacts pour les territoires, les habitants et le activités »

André CHAHABIAN – Directeur Adjoint de Vaucluse Numérique ; **Pierre BROUARD** - Directeur de la Gare Numérique de Carpentras ; **Jean-Marie ROUSSIN** – Vice-président du Conseil Départemental de Vaucluse ; **Loïc ETIENNE** – Vaucluse Développement ; **Christophe LEININGER** – Coordinateur Général French Tech Grande Provence

Table ronde « Nouveaux usages et services numériques : Accompagnement, formation, médiation et inclusion »

Marie MICOUIN – Chargée de Mission Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse ; **Elisabeth AMOROS** – Conseillère communautaire déléguée LMV Monts de Vaucluse agglomération ; **France DETHAN** – Coordinatrice du Pôle Linguistique OGA ; **Arnaud BATTAREL** – Président du Réseau Régional de la Médiation Numérique ARSENIC ; **Laurence BUFFET** – Directrice CRI PACA (Centre de Ressources Illettrisme) ; **Pauline METTON** – Directrice de la Fruitière Numérique de Lourmarin ; **Isabelle CROUPI** – Responsable du territoire à la CAF de Vaucluse ; **Emilie BARROMES** – Directrice de l'Action Sociale pour le département de Vaucluse.

Animations : Avenir 84 et la fabrique numérique, Naturoptère, ERM Automatismes, Mission Locale Jeunes LMV et WebRadio RDS (Radio des Sorgues), Maison MILON, Deltalab, LORAWAN Campus connecté Grillon, Réseau Départemental de l'Inclusion numérique, French TECH Grande Provence, Pôle Linguistique Grand Avignon, Acteurs du territoire pour l'inclusion Numérique, ANPEP, Centre social Cigarette, Agences du Département, VPA Vaucluse Provence Attractivité, Vaucluse développement, CAF de Vaucluse, réseau des Points Relais et Promeneurs du Net, La Médiathèque Intercommunale La Durance, L'association « Garder le Contact ».





VALREAS

Animations tables rondes : **Emmanuel VERGES** – Hub du sud

Table Ronde « Mutations Numériques : Quels impacts pour les territoires, les habitants et les activités »

Julie LITAS – Manager Pôle prospection / Filière Vaucluse Attractivité ; **Jean-Marie ROUSSIN** – Vice-président du Conseil Départemental de Vaucluse ; **André CHAHABIAN** – Directeur Adjoint de Vaucluse Numérique ; **Bertrand GROSSAT** – Président de DELTALAB

Table ronde « Nouveaux usages et services numériques : Accompagnement, formation, médiation et inclusion »

Stéphane DELAHAYE - ARSENIC ; **Janick MARTIN** – Direction sociale du Haut Vaucluse et de l'Enclave ; **Isabelle CROUPI** – Responsable du territoire à la CAF de Vaucluse ; **Prescilla SANDRI** – Présidente Inclusion ADN Bollène ; **Mohammed MOUSSA** – Responsable Médiation et inclusion numériques ADN Bollène ; **Laurence BUFFET** – Directrice CRI PACA (Centre de Ressources Illettrisme)

Animations : Avenir 84 et la Fabrique numérique ; Maison MILON ; Deltalab ; LORAWAN Campus connecté Grillon ; Le Naturoptère ; Les Petits Débrouillards ; ERM Automatisation ; ADN Association du Numérique Bollène ; Réseau régional ARSENIC médiation numérique ; Réseau Départemental de l'Inclusion numérique ; French TECH Grande Provence ; Agences du Département ; VPA Vaucluse Provence Attractivité ; Vaucluse Développement ; CAF de Vaucluse ; réseau des Points Relais et Promeneurs du Net.

LEXIQUE

A-B-C-D-E

Abandonniste

Personne qui renonce à faire quelque chose parce qu'il faut utiliser Internet.

Acculturation numérique

Adaptation d'un individu ou d'un groupe à la « culture du numérique ». Ce processus passe par trois dimensions complémentaires : l'information des individus sur ce qu'il est possible de faire grâce aux outils numériques ; la formation à l'utilisation de ces outils ; la sensibilisation aux enjeux économiques, professionnels, légaux et socio-politiques du numérique.

Aidant Connect

Aidants Connect permet à des aidant-es professionnel·les habilité·es de réaliser des démarches administratives en ligne de manière légale et sécurisée pour le compte de personnes en difficulté avec les outils numériques. L'ensemble des connexions effectuées sont tracées et stockées.

Aidants Numérique

Personne intervenant aux côtés d'une autre personne en difficulté avec le numérique.

ANCT

Agence Nationale à la Cohésion des Territoires.

APTIC

Opérateur de Pass Numérique.

CAF

Caisse d'Allocations Familiales.

CCAS

Centre Communal d'Action Sociale.

CDAS

Centre Départemental d'Action Sociale.

Chatbot

Un chatbot est un robot logiciel pouvant dialoguer avec un individu ou consommateur.

CGET

Commissariat Général à l'Égalité des Territoires, devenu depuis l'ANCT.

CMS

Centre Médico-Social.

CNIL

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

CNNum

Le Conseil National du Numérique (CNNum) est une commission consultative française créée en 2011 par décret du président de la République. Le CNNum est chargé d'étudier les questions relatives au numérique, en particulier les enjeux et les perspectives de la transition numérique de la société, de l'économie, des organisations, de l'action publique et des territoires. Il est placé auprès du ministre chargé du Numérique. Ses membres, tou·tes bénévoles, sont nommé·es par arrêté du ministre chargé du Numérique, pour une durée de deux ans. Ils-elles sont épaulé·es dans leurs missions par un secrétariat général.

Communs

Les communs désignent des formes d'usage et de gestion collective d'une ressource ou d'une chose par une communauté. Cette notion permet de sortir de l'alternative binaire entre privé et public en s'intéressant davantage à l'égal accès et au régime de partage et décision plutôt qu'à la propriété. Les domaines dans lesquels les communs peuvent trouver des applications comprennent l'accès aux ressources mais aussi au logement et à la connaissance.

Culture numérique

La culture numérique est une expression qui fait référence aux changements culturels produits par les développements et la diffusion des technologies numériques et en particulier d'Internet et du web.

Dématérialisation

Remplacement dans une entreprise ou une organisation de ses supports matériels d'information, de travail et de gestion administrative (souvent en papier ou en présentiel) par des fichiers informatiques et des ordinateurs.

Digital literacy

Traduction anglaise de « Littératie numérique » — voir entrée « Littératie numérique ».

Digital natives

Traduction anglaise de « natif·ves du numérique », personne ayant grandi dans un environnement numérique. Né·e entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, le/la digital native grandit pendant l'explosion du web documentaire (web 1) et de l'avènement du web social (web 2.0). Il/elle est imprégné·e de la culture du numérique : internet, web, ordinateurs, réseaux sociaux, jeux vidéo, nouvelles technologies.

Donnée ouverte

Donnée numérique dont l'accès et l'usage sont laissés libres aux usagers (données des horaires des passages de bus, données statistiques publiques, etc.). Elle peut être d'origine publique ou privée, produite notamment par une collectivité, un service public ou une entreprise. Elle est diffusée de manière structurée selon une méthode et une licence ouverte garantissant son libre accès et sa réutilisation par tou·tes, sans restriction technique, juridique ou financière. L'ouverture des données (*open data*) est à la fois un mouvement, une philosophie d'accès à l'information et une pratique de publication de données librement accessibles et exploitables. Elle s'inscrit dans une tendance qui considère l'information publique comme un bien commun dont la diffusion est d'intérêt public et général.

ECM

Espace Culture Multimédia.

EFS

Espace France Services.

E-inclusion

Traduction anglaise d'« inclusion numérique » — voir entrée « inclusion numérique ».

E-Learning

Le *e-learning* est l'utilisation des nouvelles technologies multimédias de l'Internet pour améliorer la qualité de l'apprentissage en facilitant d'une part l'accès à des ressources et à des services, d'autre part les échanges et la collaboration à distance.

Encapacitation

L'encapacitation (*empowerment* en anglais) ou capacitation désigne la capacité qu'ont les gens de gagner du pouvoir d'agir sur leur vie. C'est une notion complexe, qui comporte de nombreuses dimensions : le pouvoir d'agir passe tant par la capacité à participer à la vie sociale et politique, que par le fait de saisir des opportunités pour se former, augmenter son pouvoir d'achat, s'insérer professionnellement etc. Capital social, économique et culturel, estime de soi, participation politique, accès à l'information, éducation/apprentissages, sont autant d'indicateurs qui renseignent sur le pouvoir d'agir des individus.

EPCI

Établissement Publique de Coopération Intercommunale.

EPN

Espace Public Numérique.

ERP

Établissement Recevant du Public.

Exclusion Numérique

L'exclusion numérique concerne les inégalités dans l'usage et l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) comme les téléphones portables, l'ordinateur ou le réseau Internet.

F-G-H-I-J-K-L

FabLab

Laboratoire de fabrication (contraction de l'anglais *fabrication laboratory*), lieu ouvert au public où est mis à sa disposition toutes sortes d'outils, notamment des machines-outils pilotées par ordinateur, pour la conception et la réalisation d'objets.

France service

France Services est un nouveau modèle d'accès aux services publics pour les Français. Il vise à permettre à chaque citoyen·ne quel que soit l'endroit où il·elle vit, en ville ou à la campagne, d'accéder aux services publics et d'être accueilli·e dans un lieu unique, par des personnes formées et disponibles, pour effectuer ses démarches du quotidien. Il s'agit d'un nouveau label remplaçant le précédent intitulé « Maison de Services Aux Publics » (MSAP).

France Connect

FranceConnect est un dispositif qui permet aux internautes de s'identifier sur un service en ligne par l'intermédiaire d'un compte existant (impots.gouv.fr, ameli.fr, Identité Numérique La Poste, MobileConnect et moi, msa.fr et Alicem).

Fracture numérique (*digital divide* en anglais)

Disparité d'accès aux technologies informatiques. Notion calquée sur celle de « fracture sociale », forgée par le philosophe Marcel Gauchet et utilisée par Jacques Chirac dans les années 1990-2000. La fracture numérique propose une forme de déterminisme technique et une vision binaire (dedans/dehors) de l'accès aux technologies informatiques qui distingue mal les niveaux d'inégalité vis-à-vis des nouvelles technologies et de leurs usages.

GAFAM

Acronyme des géants du Web — *Google, Apple, Facebook, Amazon* et *Microsoft* — qui sont les cinq grandes firmes américaines (fondées entre le dernier quart du XXe siècle et le début du XXIe siècle) qui dominent le marché du numérique. L'équivalent chinois des GAFAM = Les BATX — *Baidu, Alibaba, Tencent* et *Xiaomi*.

GEEK

Fan d'informatique, toujours à l'affût des nouveautés et des améliorations à apporter aux technologies numériques.

Hubs numérique inclusif

En 2019, afin d'accélérer la consolidation de l'offre de médiation numérique sur l'ensemble du territoire et mettre en cohérence les politiques publiques en matière d'inclusion numérique, la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts et le programme Société Numérique se sont associés pour faire émerger une dizaine de hubs territoriaux pour un numérique inclusif. Ces hubs ont vocation à incarner des têtes de réseaux des acteurs de la médiation numérique. Ils fournissent un appui et des outils destinés à renforcer les actions d'inclusion et de médiation numériques.

Hyperliens

On associe souvent le numérique à l'innovation technologique et aux *start-ups* des grandes villes. Pourtant, ailleurs en France, le numérique est aussi synonyme de lien social, de mise en commun et d'inclusion. La web-série Hyperliens (mini-documentaires vidéos disponibles sur YouTube) proposée par le programme Société Numérique permet de découvrir des projets et des initiatives portés par des acteurs locaux. La saison 1 a été tournée et diffusée en 2019 et la saison 2 sera dévoilée lors de NEC 2020.

Illectronisme

Contraction d'« illettrisme électronique », pour désigner la difficulté à maîtriser les outils technologiques, leurs usages et notamment celui de la navigation sur Internet.

Inclusion numérique

L'inclusion numérique, ou e-inclusion, est un processus qui vise à rendre le numérique accessible à chaque individu, principalement la téléphonie et internet, et à lui transmettre les compétences numériques qui lui permettront de faire de ces outils un levier de son insertion sociale et économique.

Innovation sociale

L'innovation sociale se distingue de l'innovation technologique, économique, culturelle par le fait de placer au centre de ses préoccupations l'individu, ses besoins et ses aspirations et de s'appuyer sur la croissance et le partage. Elle englobe toutes les transformations observables dans les manières de vivre, d'habiter, de travailler et d'appartenir à différentes communautés de valeur. Elle concerne aussi les changements organisationnels dans les relations entre les politiques publiques et les citoyen·nes et engendre des coopérations renouvelées en incluant et en mettant en lien les parties prenantes dans le processus de changement sociétal.

Intelligence Artificielle (acronyme IA ou AI en anglais)

Ensemble des théories et des techniques mises en œuvre en vue de réaliser des machines capables de simuler l'intelligence. Elle correspond donc à un ensemble de concepts et de technologies plus qu'à une discipline autonome constituée.

Littératie numérique

Aptitude à comprendre et à utiliser le numérique dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses compétences et capacités.

Livre blanc

Un Livre blanc permet d'une part de poser un état des lieux clair et exhaustif des actions et forces vives d'une thématique, et d'autre part, de faire naître des propositions d'actions concrètes pour l'avenir. Il vise à favoriser l'émergence de décisions politiques concertées.

M-N-O-P-Q-R-S

Médiation numérique

La médiation numérique consiste à accompagner des publics variés vers l'autonomie, dans les usages quotidiens des technologies, services et médias numériques.

MEDNUM (La)

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif La MedNum est née en 2016 de la volonté des professionnel·les de la médiation numérique et de l'innovation sociale de mutualiser leurs efforts pour faire des technologies numériques un facteur de progrès, d'inclusion et de capacitation pour tou·tes. Cette nouvelle structuration nationale œuvre au déploiement d'une mutualisation de services et du portage de projets communs à l'échelle de tout le territoire. Elle permet de structurer des modèles économiques et des coalitions d'acteurs notamment pour garantir un service de qualité et accessible sur tout le territoire : associations, start-ups, entreprises de l'économie sociale et solidaire, coopératives, l'Etat (via l'Agence du Numérique), collectivités territoriales... La coopérative porte une dynamique d'accompagnement des citoyen·nes grâce à des méthodes et outils renouvelés.

MSAP

Maison de Service Au Public.

MOOC

Acronyme de *Massive Open Online Course* ou Formation en Ligne Ouverte à Tous (FLOT), programme connecté de formation à distance capable d'accueillir un grand nombre de participant·es.

Open data

Traduction anglaise de « données ouvertes »— voir entrée « données ouvertes ».

Pair-aidance

L'approche par les pairs s'inscrit dans une dynamique d'intervention fondée sur la ressemblance entre l'individu portant le rôle d'intervention et celui portant le rôle de bénéficiaire.

Pass Numérique

Ce dispositif (conçu sur le modèle des titres-restaurant), qui se matérialise par des carnets de plusieurs chèques, donne aux bénéficiaires le droit d'accéder - dans des lieux préalablement qualifiés - à des services d'accompagnement numérique, avec une prise en charge totale ou partielle par un tiers-payeur. En pratique, les personnes reçoivent un pass numérique auprès d'une structure locale (guichet de service public, associations, travailleurs sociaux, etc.) et peuvent ensuite s'inscrire à un atelier d'accompagnement au numérique.

PIMMS

Point d'Information Médiation Multi-Services.

Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Nouveau cadre européen concernant le traitement et la circulation des données à caractère personnel, ces éléments sur lesquels les entreprises s'appuient pour proposer des services et des produits. Ce texte couvre l'ensemble des résident·es de l'Union européenne.

REX ou RETEX

Retour(s) d'expérience(s) - format d'un événement type assises, colloques, etc.

SDAASP

Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public.

SDASP

Schéma départemental d'action sociale et de prévention.

SDTAN

Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique

SDUSN

Stratégie Départementale des Usages et Services Numériques.

T-U-V-W-X-Y-Z

Solutionnisme technologique

Courant de pensée originaire de la SiliconValley (États-Unis) qui souligne la capacité des nouvelles technologies numériques à résoudre les grands problèmes du monde, comme la maladie, la pollution, la faim ou la criminalité. Il s'agit d'une idéologie portée notamment par les grands groupes internet américains qui façonnent l'univers numérique (GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft).

TANI

Territoires d'actions pour un numérique inclusif. Dispositif de l'État « gagnant-gagnant » qui vise à soutenir l'élaboration de stratégies numériques locales par la mobilisation de temps et d'expertise du programme Société Numérique. Il a pour objectifs de : conseiller et orienter les équipes, les mettre en réseaux avec d'autres territoires pour qu'ils s'inspirent et se nourrissent d'autres acteurs, proposer à l'expérimentation des outils en cours de développement ou d'essai et les enrichir grâce à leurs retours d'usages, valoriser et documenter les initiatives pour nourrir les autres territoires.

Tech for good (technologies pour le bien commun)

Mouvement entrepreneurial (parfois associatif et/ou public) qui correspond au fait de mélanger les nouvelles technologies, et notamment les technologies de pointe, avec toute la thématique qui touche au bien commun.

TIC(E)

Acronyme de « Technologies de l'Information et de la Communication (pour l'Enseignement) ».

Tiers-lieu

Les tiers-lieux, appelés aussi espaces de travail partagés et collaboratifs désignent des lieux de travail où la créativité peut naître entre différents acteurs. Ils peuvent prendre la forme d'espaces de travail partagés (appelés aussi « co-working space »), d'ateliers partagés, de fablab (laboratoire de fabrication) et accueillir des services hybrides tels que des salles de réunions, des jardins partagés, des boutiques partagées, des cafés, des épiceries, des ressourceries, des espaces de médiation culturelle, sociale, etc. La notion de tiers-lieu a été introduite en 1989 par le sociologue américain Ray Oldenburg pour désigner des lieux ne relevant ni du domicile ni du travail (cafés, librairies, bars, foyers ruraux, etc.).

Transition numérique/digitale

Processus d'intégration des technologies digitales/numériques au sein de nos activités (professionnelles, sociales, économiques, politiques, culturelles, etc.).

Tutoriel vidéo

Séquence vidéo de quelques minutes proposant des conseils pratiques d'usage postés sur les plateformes vidéo de type YouTube ou Facebook vidéo.

UX design

Discipline permettant d'augmenter les performances d'un site web ou d'une application mobile en le rendant parfaitement conforme aux attentes des utilisateur·rices.

Web vs. Internet

Internet est le réseau informatique mondial, c'est l'infrastructure globale, basée sur le protocole IP, et sur laquelle s'appuient de nombreux autres services, dont le web. Le *World Wide Web*, c'est le système qui nous permet de naviguer de page en page en cliquant sur des liens grâce à un navigateur. Le web n'est qu'un des services accessibles via Internet, et il y en a bien d'autres (e-mails, messagerie instantanée, VoIP, etc.). Internet est le réseau, le web est un service.

Zone blanche

Zone, souvent située en pleine montagne ou à la campagne, dans laquelle aucun opérateur de réseau n'est déployé.



NEC National

— Numérique en
Commun[s]
2020

Quelques outils pour le futur

Retrouvez des contenus didactiques et pratiques, des vidéos, des *masterclass*, des outils et des pistes de réflexion :



2020.numerique-en-communs.fr

CRÉDITS



Clément Mabi, maître de conférences à l'Université de Technologie de Compiègne, enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication. Spécialiste des questions de démocratie participative et de *civic tech*.

www.costech.utc.fr/Mabi-Clement



Sébastien Magro, journaliste indépendant spécialiste des questions relatives aux mondes du numérique, des musées, des politiques culturelles et du patrimoine, du service public, de l'accessibilité et des luttes queer/LGBT+.

www.sebastienmagro.net



François Huguet, chercheur en humanités numériques, associé au département Sciences Économiques et Sociales de Telecom Paris. Consultant sur les questions d'inclusion/médiation numérique, d'innovation solidaire et de design d'intérêt général.

www.francoishuguet.fr

Les autres membres de l'équipage Carnets NEC[S] : **Emmanuel Vergès**.

Merci aux services du Département pour l'organisation logistique de ces 3 journées NEC Vaucluse ainsi qu'à la Communauté de Communes Enclave des Papes Pays de Grignan, la commune de Châteauneuf-de-Gadagne et la Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse.

Carnet rédigé avec la bienveillance des organisateur·rices des journées de l'Innovation en Vaucluse, **M. Youcef Bouchaala**, directeur d'Avenir 84 et **M. Sébastien Mazzocut**, chargé de mission tourisme, usages et services numériques au Conseil Départemental de Vaucluse.

Nous remercions l'ensemble des équipes d'Avenir 84, **Mme Marie Micouin**, **Mme France Dethan**, **Mme Laurence Buffet**, **Mme Émilie Barromes**, **Mme Virginie de Crozé** et **Mme Jen Schradie** d'avoir accepté nos invitations à venir témoigner au sein de ce quatrième carnet NEC[S].

Supervision de ce carnet : **Mme Caroline Corbal**, chargée de mission et **M. Pierre-Louis Rolle**, directeur des programmes « Société Numérique », « Nouveaux Lieux Nouveaux Liens » et de la Mission incubateur de services numériques à l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires.

Création graphique

Coordination générale / conception : **François Huguet** - www.francoishuguet.fr

Identité visuelle NEC : **Fréquences écoles (Margot Sarret)** - www.frequence-ecoles.org

Crédits photographiques : **Avenir 84**, **Sylvain Paley (Société Nouvelle)**, **Nicolas Blasco** et **Christophe Raynaud de Lage (Festival d'Avignon)**, **Noun Project (Charlie Bob Gordon & faisalovers)**, **Marie Micouin**, **Émilie Barromes**, **Jen Schradie**.

**LES
CARNETS
NEC[S] 2020**

Une série de carnets visant à explorer les enjeux stratégiques et transversaux du numérique et à rencontrer les personnes et les projets qui incarnent la lutte contre l'exclusion numérique.

LES CARNETS NEC[S] 2020

L'inclusion n'est pas une réponse au surnombre de retardataires, c'est une exigence adressée au numérique de demain. Ce n'est pas la voiture-balai du numérique : c'est une locomotive pour ses développements futurs, pour que le numérique soit pensé comme quelque chose qui s'adresse à tou-tes !



#1 Bordeaux Métropole



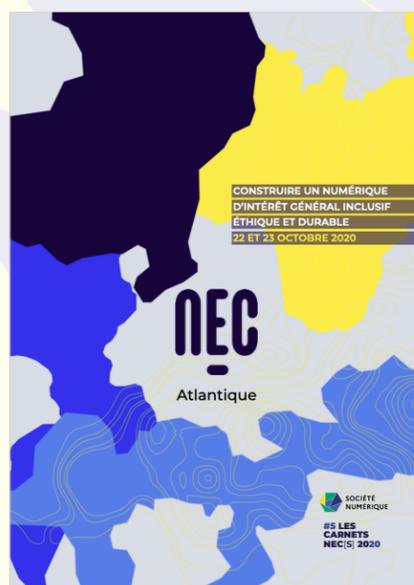
#2 Hauts-de-France



#3 Occitanie



#4 Vaucluse



#5 Atlantique

NUMÉRIQUE EN COMMUN[S]

Vaucluse

L'objectif du NEC Vaucluse visait à réunir les acteurs locaux de la médiation numérique, la cohésion sociale, l'éducation populaire et du travail social avec les élu-es et responsables du département de Vaucluse ainsi que les opérateurs institutionnels concerné-es dans un contexte :

- De déploiement accéléré dans le Vaucluse de l'infrastructure Très Haut débit ;
- De dématérialisation accélérée et d'accompagnement des publics les plus fragiles ;
- De mise en évidence des problématiques d'inclusion et de solidarité numériques qui sont apparues lors du contexte de la pandémie de la COVID-19 ;
- De nécessité de mettre en contact et en réseau de nombreux opérateurs concernés à titre divers et qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer et d'échanger sur le territoire ;
- de prise en compte des besoins numériques issus des nouveaux usages et services numériques pour la population, les collectivités territoriales, les entreprises, les associations, etc.

La crise liée au contexte pandémique COVID-19 a fortement pointé la problématique de la solidarité numérique et de l'accompagnement des publics les plus fragiles, notamment les familles et les élèves des quartiers populaires. Mais elle a également démontré la nécessité de juguler, via le numérique (infrastructures, outils et méthodes) et des mesures d'accompagnement *ad hoc*, les inégalités pour l'accès aux droits, à l'éducation, à la culture et la citoyenneté.

Durant trois jours, NEC Vaucluse a exploré ces questionnements et construit de multiples réponses sur trois sites différents afin de couvrir l'ensemble du département.

Au sein de ce carnet, nous vous proposons de partir à la rencontre des solutions et des personnes qui les mettent en place.

Bonne lecture !

numerique-en-communs.fr/nec-locaux-2020/

 @NumeriqueEnCommuns

 @NumEnCommuns

